SUPPLÉMENT DU 27 JUILLET 2018 | NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT | DÉPÔT LÉGAL 100/1991 | DIRECTEUR DE PUBLICATION **ABDELMOUNAIM DILAMI**

Les documents de

L'ECONOMISTE

Entreprise Certifiée Qualité ISO 9001 version 2015

Système de Management de la Qualité certifié ISO 9001 version 2015 par BUREAU VERITAS MAROC

Mohammed VI

Spécial fête du Trône

La marque Maroc

DIPLOMATIE / GÉOSTRATÉGIE / INVESTISSEMENTS / STRATÉGIE AFRICAINE

Paris, Abidjan, Al Qods, Abuja, Abu Dhabi…

Une année diplomatique bien remplie

■ **Poursuite et consolidation de la dynamique africaine**

■ **Fermeté face aux provocations du Polisario**

Sa Majesté le Roi au Sommet Union Européenne/ Union Africaine tenu en novembre 2017 à Abidjan. C'est à cette occasion que le Maroc et l'Afrique du Sud avaient initié le réchauffement de leurs relations diplomatiques. Rabat avait nommé un ambassadeur à Pretoria. (Ph. MAP)

LA vision stratégique du Roi en Afrique a été construite pierre par pierre, et concrétisée tout au long de ses nombreuses visites. C'est dans la galaxie des pays hostiles au Maroc, particulièrement dans l'axe Afrique du Sud-Nigéria-Algérie, que la mayonnaise a pris. L'idée centrale du Souverain est d'accorder la priorité au développement humain et économique, avec la mise en place d'un partenariat win-win pour une Afrique indépendante et qui compte sur elle-même. Les partenaires du Royaume ont constaté le sérieux de l'approche de Rabat, avec la mobilisation des secteurs public et privé pour la réalisation de projets dans différents domaines. Des usines de production d'engrais, des projets de construction de logements sociaux, le partage de l'expérience et du savoir-faire,… les exemples abondent.

Même lors du Sommet Union européenne-Union africaine, les responsables ont réalisé que dans la diplomatie royale, l'Afrique était une priorité stratégique.

SM le Roi a conquis de nouvelles contrées sans aborder ce sujet clivant pour les autres qu'est le Sahara. Cette logique a été expérimentée avec le Nigeria dont le président Muhammadu Buhari était en visite officielle au Maroc en juin dernier. Outre le grand projet de gazoduc reliant les deux pays, de nombreux accords ont été signés en présence des deux chefs d'Etat. De multiples partenariats ont été conclus avec plusieurs pays au point que le Maroc est devenu le premier investisseur en Afrique en 2016.

Le positionnement du Maroc dans le continent ne se limite pas au volet économique. Il s'étend à la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme. Dans ce domaine, le Maroc jouit d'une aura internationale. En tout cas, le champ religieux est également au menu. En plus de la distribution de Corans lors des visites royales, des pays africains bénéficient de la formation des imams à l'Institut Mohammed VI de Rabat.

(Suite en page IV)

A L'OCCASION DU 19EME ANNIVERSAIRE DE L'INTRONISATION DE **SA MAJESTE LE ROI MOHAMMED VI**

LE PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL ET L'ENSEMBLE DU PERSONNEL DE **COOPER PHARMA**

ONT L'INSIGNE HONNEUR DE PRESENTER A

SA MAJESTE LE ROI MOHAMMED VI

QUE DIEU L'ASSISTE

LEURS VŒUX DE BONHEUR ET DE SANTE, AINSI QU'A **SON ALTESSE ROYALE LE PRINCE HERITIER MOULAY EL HASSAN, A SON ALTESSE ROYALE LA PRINCESSE LALLA KHADIJA, A SON ALTESSE ROYALE LE PRINCE MOULAY RACHID ET A TOUTE LA FAMILLE ROYALE.**

ILS RENOUVELLENT AU **SOUVERAIN** L'EXPRESSION DE LEUR FIDELITE ET DE LEUR ATTACHEMENT AU GLORIEUX TRONE ALAOUITE.

Aides humanitaires

L'ENVOI d'aides humanitaires constitue une doctrine de la diplomatie marocaine. Au cours de cette année, plusieurs opérations ont été organisées à l'initiative de SM le Roi. Le Souverain a supervisé personnellement l'envoi de l'aide humanitaire destinée au peuple palestinien. Cette opération a englobé le déploiement d'un hôpital de campagne des FAR, les couvertures et un lot de médicaments et de produits de première nécessité consommés pendant le Ramadan. L'hôpital de campagne médico-chirurgical comprenait plusieurs modules et des spécialités et comptait un staff de 97 personnes dont 13 médecins et 21 infirmiers. Cette initiative était destinée à la population de Gaza mais aussi celle de Ramallah et El Qods.

Le 13 juin 2018, le Maroc a fourni une aide spéciale à la Guinée-Bissau. Composée d'un important lot de produits alimentaires de première nécessité, cette aide a été remise au président José Mario Vaz. Cette action de solidarité pour les populations pendant le mois de Ramadan vise à renforcer les relations entre les deux pays, boostées par la visite royale effectuée en mai 2015.

Quelques mois plus tôt, le Roi avait ordonné l'envoi d'aides à Madagascar, frappé par un cyclone. Une trentaine de tonnes de tentes, de couvertures et de produits alimentaires ont été acheminés par deux avions des FAR. ❑

À l'occasion du 19ème anniversaire de l'Intronisation de Sa Majesté le Roi Mohammed VI

Le Président du Directoire du Groupe Crédit Agricole du Maroc et l'ensemble de ses collaborateurs
ont l'éminent honneur de présenter leurs voeux les plus déférents,
à Sa Majesté le Roi Mohammed VI,
à Son Altesse Royale le Prince Héritier Moulay el Hassan,
à Son Altesse Royale le Prince Moulay Rachid,
et à tous les membres de la Famille Royale.

Nous saisissons cette heureuse occasion pour renouveler à Sa Majesté notre attachement indéfectible au Trône Alaouite et affirmer notre engagement à accompagner, sous les Hautes Directives de notre Souverain, l'important processus de développement économique et social que connaît notre Royaume.

Groupe Credit Agricole du Maroc

un engagement durable

Paris, Abidjan, Al Qods, Abuja, Abu Dhabi…

Une année diplomatique bien remplie

(Suite de la page II)

■ Maroc-France: Partenariat d'exception

L'excellence des relations bilatérales est constamment illustrée. Pendant son séjour privé en France, le président Emmanuel Macron a reçu SM le Roi à l'Elysée (10 avril dernier). Les deux chefs d'Etat ont abordé la situation au Moyen-Orient et des questions d'ordre régional et international, avec le constat d'une large convergence de vues. Ils se sont également réjouis de l'excellence des relations bilatérales, avec une volonté commune de les développer dans les domaines politique, économique, sécuritaire et culturel. La richesse et la densité de ce partenariat d'exception reflètent la dimension stratégique de la relation, basée sur la confiance et le respect mutuel, notait un communiqué publié alors. A cette occasion, le Souverain a réitéré l'invitation faite au président français d'effectuer une visite d'Etat au Maroc. Auparavant, les deux chefs d'Etat ont eu des entretiens lors de la visite d'amitié et de travail du nouveau président français Emmanuel Macron au Maroc en juin 2017. Signalons que SM le Roi avait subi une opération, suivie d'une période de convalescence et d'un séjour privé.

Par ailleurs, à la mi-décembre 2017, le Roi avait pris part à Paris aux travaux du Sommet international sur le climat, aux côtés d'Emmanuel Macron, Antonio Guterres, SG de l'ONU, du président de la Banque mondiale et de la Première ministre britannique Theresa May. Pour ce «One planet summet», il était accompagné du prince héritier Moulay Hassan, «un symbole fort de l'implication de la jeunesse pour la cause climatique», avaient noté les médias internationaux.

La première visite du président du Nigeria, Muhammadu Buhari au Maroc. Outre le grand projet de gazoduc reliant les deux pays, de nombreux accords ont été signés en présence des deux chefs d'Etat (Ph. MAP)

■ Les manœuvres des séparatistes contrées

La diplomatie, un domaine réservé du Roi, obéit à des principes fondateurs, comme notamment la coexistence pacifique. Sauf qu'au cours du printemps 2018, cette marque de fabrique du Maroc a été provisoirement suspendue pour passer à autre chose. En effet, après les incursions du Polisario dans la zone tampon du Sahara marocain, la diplomatie s'est montrée intransigeante. Les manœuvres des séparatistes, particulièrement à Bir Lahlou, Tifariti,… ou encore Guergarates, ont été démasquées pour montrer à la communauté internationale qu'elles mettaient en danger le cessez-le feu, laborieusement conclu en 1991. Devant cette fermeté, les puissances mondiales ont pris conscience de l'impact réel de ces agissements et de la détermination du Maroc à recourir à toutes les options pour les stopper.

Le Souverain aux Emirats arabes unis où il a pris part à la cérémonie d'ouverture du «Louvre Abou Dhabi», en présence des dirigeants de la région et d'Emmanuel Macron (accompagné de son épouse Brigitte). Pour le président français, ce « Louvre du désert et de lumière est un pont entre les générations, les cultures de l'Orient et l'Occident» (Ph. MAP)

■ Neutralité face aux guéguerres arabes

A chaque fois, le Maroc a fait preuve de neutralité dans les conflits qui ne l'engagent pas. Dans la crise du Golfe qui a opposé l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis et le Bahreïn, l'Egypte et d'autres pays arabes à l'Etat du Qatar en juin 2017, le Souverain avait pris de court tout le monde. Fidèle à son indépendance d'esprit, il n'a pas opté pour la solution de facilité qui consistait à s'aligner sur la doctrine politique d'une partie ou d'une autre. Il s'est abstenu de verser dans des déclarations publiques et les prises de position hâtives qui ne font que renforcer la

(Suite en page VI)

A L'OCCASION du 19ème ANNIVERSAIRE DE L'INTRONISATION DE SA MAJESTÉ LE ROI MOHAMED VI

Le Président du Conseil d'Administration, le Directeur Général et l'ensemble du personnel de la Société de Distribution de Carburants et Combustibles « SDCC »

ont l'insigne honneur de présenter à

SA MAJESTÉ LE ROI MOHAMED VI
Que Dieu le glorifie,

Leurs vœux les plus déférents de bonheur et de prospérité, ainsi qu'à Son Altesse Royale le Prince Héritier Moulay EL Hassan, Son Altesse Royale le Prince Moulay Rachid et à l'ensemble des membres de la Glorieuse Famille Royale.

Ils renouvellent à Sa Majesté le Roi l'expression de leur indéfectible attachement au trône Alaouite.

SDCC
Société de Distribution de Carburants et Combustibles

A l'occasion de la Fête du Trône, marquant le dix-neuvième anniversaire de l'intronisation

de **Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu Le Glorifie**,

le Directeur Général et l'ensemble des collaborateurs du Groupe Caisse de Dépôt et de Gestion

ont l'insigne honneur de présenter

à **Sa Majesté le Roi Mohammed VI, Amir Al Mouminine**,

leurs vœux les meilleurs, ainsi qu'à Son Altesse Royale le Prince Héritier Moulay El Hassan,

à son Altesse Royale le Prince Moulay Rachid

et aux membres de la Famille Royale.

Pour le Maroc Avenir

صندوق الإيداع والتدبير
ⵜⴰⵙⴷⴰⵡⵉⵜ ⵏ ⵓⵙⵎⵓⵜⵜⴰⵏⵓ
CAISSE DE DÉPÔT ET DE GESTION

www.cdg.ma GroupeCDG

Paris, Abidjan, Al Qods, Abuja, Abu Dhabi…

Une année diplomatique bien remplie

(Suite de la page IV)

discorde et approfondir les divergences. Le Roi a fait preuve de prudence et de vigilance dans une région minée par les conflits et les particularités. Cette attitude diplomatique, applaudie par les chancelleries étrangères, européennes notamment, a confirmé la force tranquille d'un Souverain, jaloux de sa liberté d'analyse pour ne pas tomber dans les pièges de la facilité du jugement. Au summum de la crise et de l'embargo imposé au Qatar en plein Ramadan, le Maroc a décidé d'envoyer, sur instructions de SM le Roi, des avions chargés de produits alimentaires et de médicaments à Doha. Cette initiative, qui avait frappé les esprits, n'a aucun lien avec les aspects politiques de la crise entre l'Etat du Qatar et les autres pays. En fait, une autre lecture est permise. En effet, cette décision intervient en conformité avec les préceptes de l'Islam qui incitent à la solidarité et à l'entraide entre les peuples musulmans au cours du mois sacré de Ramadan. Le Roi Mohammed VI n'est-il pas le commandeur des croyants! En tout cas, depuis le déclenchement de la crise, le Roi a maintenu le contact avec les différentes parties. Cette position, amplifiée par la «neutralité constructive», pourrait être mise à contribution en vue d'un rôle de médiation pour une réconciliation entre ces pays.

Toujours dans le monde arabe, une sorte de crise silencieuse semble s'installer entre Riyad et Rabat. Ses premiers signaux l'ont été à l'occasion du vote à Moscou pour choisir le pays organisateur de la Coupe du monde de 2026. Si les autres pays du Golfe et la Jordanie, à l'exception du Qatar, ont décidé de voter en faveur de la candidature américaine, l'Arabie saoudite a fait du zèle, en mobilisant contre le choix du Maroc. Ce «sentiment de crise » est également alimenté par l'annulation du voyage du Roi d'Arabie saoudite à Tanger où il passait souvent ses vacances d'été.

François Hollande, alors président de la République française, avait reçu SM le Roi pour un déjeuner, quelques semaines avant de céder son fauteuil à Emmanuel Macron. Autour de la table, les anciennes ministres Elisabeth Guigou, Ségolène Royal, Najat Vallaux-Belkacem, Audrey Azoulay, alors ministre de la Culture et actuelle DG de l'Unesco, Jamal Debbouze, Jacques Lang,… Coté marocain, on compte la romancière Leila Slimani (prix Goncourt), Mehdi Qotbi, Tahar Benjelloun,… (Ph. MAP)

Le professeur des relations internationales Tajeddine El Hosseini voit les choses autrement. Pour lui, c'est le changement radical dans la prise de décision qui est à l'origine de ce camouflet. La nouvelle génération montante avec Mohammed Ben Salman, -MBS-, est en train de bouleverser la donne. Le changement vis-à-vis du Yémen, l'ouverture silencieuse vers les USA et Israël sont un secret de polichinelle. Driss Lagrini récuse l'idée de crise. Pour ce spécialiste de droit et de relations internationales à l'Université Cadi Ayyad, il n'y a pas de crise entre Rabat et Riyad, vu les positions communes sur plusieurs questions régionales et internationales. Toutefois, il reconnaît que le Maroc n'est plus aussi actif que par le passé dans le monde arabe. Il rappelle que SM le Roi n'a pas participé à plusieurs sommets arabes, «refusant de cautionner des comportements sans effets bénéfiques sur la région».❏

M.C.

Tension latente avec Washington

LES relations avec Washington ne sont pas au beau fixe. Plus d'un an et demi après son installation à la Maison-Blanche, Donald Trump n'a toujours pas nommé son ambassadeur au Maroc. Il faut dire que Rabat entretenait des relations privilégiées avec son ex-concurrente Hilary Clinton. Les choix diplomatiques incompris par le monde arabe, ni par plusieurs alliés des Etats-Unis ont également refroidi cette relation. SM le Roi, en sa qualité de président du Comité Al-Qods, a adressé début décembre 2017 une lettre au président des Etats-Unis, suite à l'annonce du transfert (aujourd'hui effectif) de l'ambassade américaine à Jérusalem. Il s'agissait d'une mise en garde contre les conséquences négatives sur les perspectives de paix, après le transfert de l'ambassade américaine dans la ville sainte. Le président Donald Trump a fini par sortir de son silence, à travers une lettre où il reconnaît au Souverain son leadership au sein de la Ligue des Etats arabes et de l'Organisation de la coopération islamique.❏

A l'occasion du 19ème anniversaire
de l'Intronisation de **Sa Majesté le Roi Mohammed VI**

Le Président Directeur Général ainsi que l'ensemble du personnel de la CIMR, ont l'insigne honneur de présenter à Sa Majesté le Roi Mohammed VI leurs voeux les plus déférents de bonheur.

Ils saisissent cette heureuse occasion pour présenter également leurs meilleurs voeux à son Altesse Royale le prince Héritier Moulay El Hassan, son Altesse Royale la Princesse Lalla Khadija, son Altesse Royale le Prince Moulay Rachid et à tous les membres de la Famille Royale.

Ils renouvellent à Sa Majesté le Roi l'expression de leur indéfectible attachement au trône Alaouite et leur mobilisation pour contribuer au développement économique et social du Royaume.

CIMR
LA RETRAITE DU SECTEUR PRIVÉ

RETRAITE BIEN PRÉPARÉE, AVENIR ASSURÉ !

المملكة المغربية
Royaume du Maroc

Ministère délégué auprès du Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale, Chargé des Marocains Résidant à l'Etranger et des Affaires de la Migration

الوزارة المنتدبة لدى وزير الشؤون الخارجية والتعاون الدولي المكلفة بالمغاربة المقيمين بالخارج وشؤون الهجرة

المغاربة المقيمون بالخارج يحتفلون بالذكرى التاسعة عشر
لتربع صاحب الجلالة الملك محمّد السّادس نصره اللّه وأيّده
على عرش أسلافه الميامين

19ème LES MAROCAINS RÉSIDANT À L'ETRANGER CÉLÈBRENT LE ANNIVERSAIRE DE L'INTRONISATION DE SA MAJESTÉ LE ROI MOHAMMED VI QUE DIEU L'ASSISTE

Skhirate, 29 Juillet 2018 الصخيرات، 29 يوليوز

Mcmream Mcmream www.marocainsdumonde.gov.ma

Les Routes de la Soie

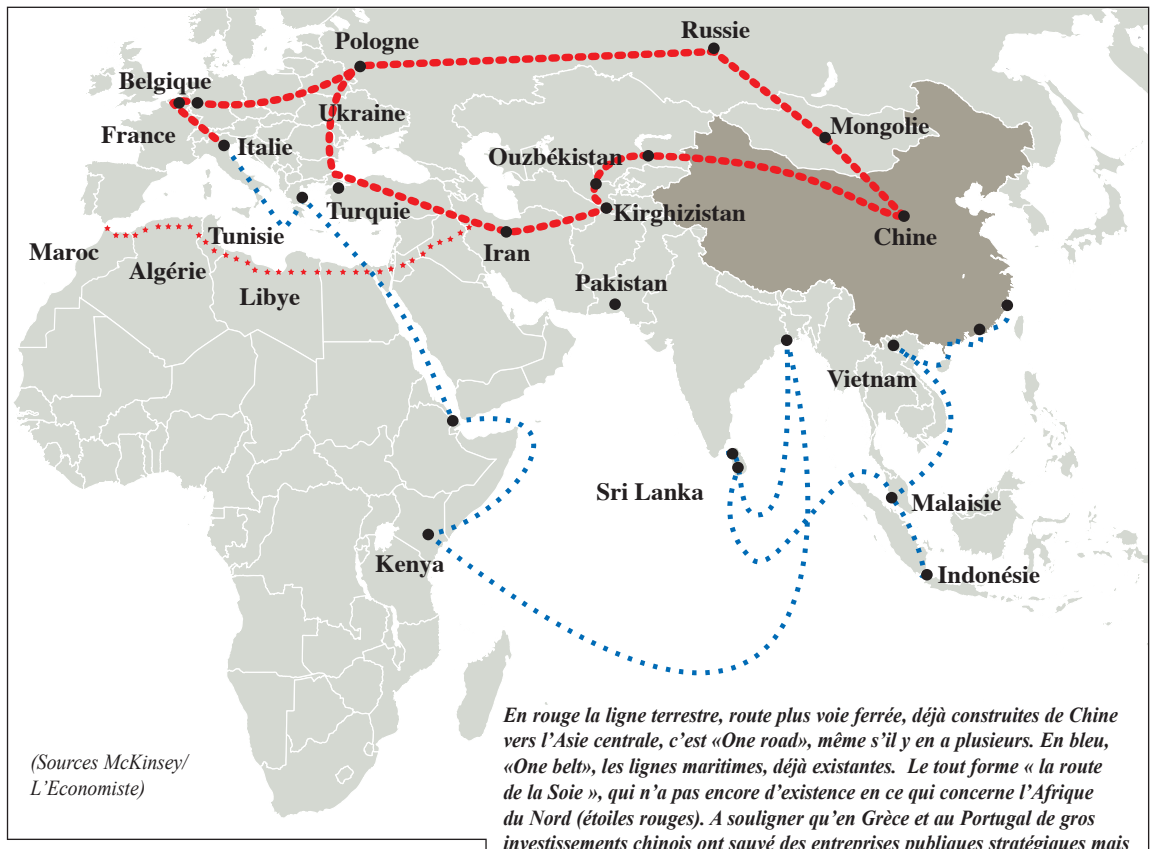
Une affaire beaucoup plus sérieuse qu'il n'y paraît

■ Inscrire Tanger sur la carte du monde

■ Empêcher qu'Alger jette le Maroc hors du Continent

LES photos officielles sont des traîtresses. Particulièrement celles où des personnalités marocaines se sont placées devant le président chinois du groupe Haite pour le lancement du chantier Tanger-Tech, en été 2017. Li Biao était déjà à moitié parti, absorbé par les soucis d'une croissance très-trop rapide. Pas de chance. Le Maroc est arrivé un poil en retard, un peu comme avec le coréen Daewoo, qui sombra en 2000, lui aussi d'être trop grand, trop vite. On aurait aimé apprendre à faire avec lui nos «petites voitures», celles qui contribuent remarquablement aujourd'hui au commerce extérieur.

Le dessein du Maroc, davantage celui d'Othmane Benjelloun que des responsables politiques, est de se brancher sur le projet multiforme de la Route de la Soie.



(Sources McKinsey/ L'Economiste)

En rouge la ligne terrestre, route plus voie ferrée, déjà construites de Chine vers l'Asie centrale, c'est «One road», même s'il y en a plusieurs. En bleu, «One belt», les lignes maritimes, déjà existantes. Le tout forme « la route de la Soie », qui n'a pas encore d'existence en ce qui concerne l'Afrique du Nord (étoiles rouges). A souligner qu'en Grèce et au Portugal de gros investissements chinois ont sauvé des entreprises publiques stratégiques mais en faillite. Des prises de contrôle qui font parfois dire que la Méditerranée devient une «mer chinoise», ce qui est évidemment très exagéré

La réalité stratégique est que Pékin n'a pas complètement exclu l'Afrique du nord (voir pages suivantes l'analyse chinoise), mais une préférence a été marquée pour l'Algérie, pratiquement dix fois plus riche (recettes extérieures plus énergies) que le Maroc. On aura aussi noté que les cartes des bureaux d'études internationaux ou des chancelleries occidentales ne tracent rien pour l'Afrique du nord. Ces amis du Maroc sont sans doute «sincères» lorsqu'ils développent leur message: «la route de la soie est une mauvaise idée, au mauvais endroit, au mauvais moment et pour de mauvaises gens». Il faut comprendre qu'elle n'est pas faite pour un pays comme le Maroc. Donc selon cette jolie expression d'un diplomate, « les petits Lions de l'Atlas doivent se limer les ongles» pour défendre ce qui n'est pas encore un vrai projet tout en manageant les vieilles amitiés.

Un «wiki-projet»

Pour autant, pas question de laisser l'Algérie se proclamer «Terminus de la Route de la Soie», ce qui est une affaire très sérieuse car cela signifierait que le monde africain s'arrête avant les montagnes de l'Atlas. Des langues perfides ajoutent dans la balance marocaine que l'Algérie ne sait pas faire des routes: 17 ans pour 400 km, construits notamment par des Chinois victimes d'agressions racistes.

Tanger propose son port, déjà tout prêt à être branché sur l'autoroute algérienne quand elle sera finie. Ce qui serait à la fois «One belt» maritime et «One road» terrestre.

Les premiers endroits où il faut défendre le projet, c'est à Shanghai et à Pékin. La Route est une sorte de «wiki-zone» dans le sens où les Canadiens entendent «wiki», c'est-à-dire une construction collaborative.

Outre l'Asie centrale, ce qui intéresse vraiment Pékin, ce sont les Mers de Chine orientale et du Sud, la Mer des Célèbes puis la traversée de l'Océan indien droit sur le Kenya. Et à partir de là, le Continent. Tanger n'est pas sur la carte-mère. Il faut arriver à l'y mettre, ou, à défaut, sur les cartes dérivées.

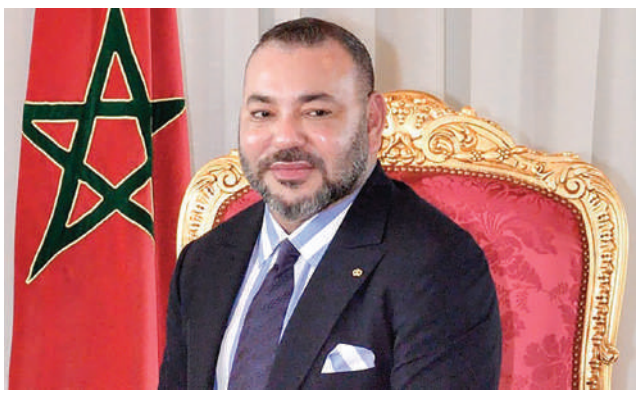
Les enjeux sont donc de taille colossale, avec de multiples facettes.❏

Nadia SALAH

Sénèque et la soie

C'EST presque plus des légendes que de la vraie histoire. Depuis le temps des Romains (certains disent depuis le grec Alexandre) le commerce se faisait entre l'extrême orient et l'extrême occident. A toute petite dose et surtout pas lourd, car il fallait ménager bêtes et hommes. Donc des coupons de soie. Sénèque fustigea d'ailleurs les goûts de luxe des Romaines qui, selon lui, menaçaient l'empire de ruine (et aussi de ruine morale en raison de la transparence du tissu).

Il y a une autre explication, pas forcément exclusive de la première, mais plus récente. Des comptoirs et caravansérails existaient au moins jusqu'en Asie centrale, épisodiquement contrôlés par l'Empire du milieu. Comme il payait ses fonctionnaires en nature, souvent en coupons de soie... d'où la route du même nom. ❏



A l'occasion du 19ème anniversaire de l'accession au trône
de SA MAJESTE LE ROI MOHAMMED VI

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL PI
et l'Ensemble du Personnel de l'Office de la Formation Professionnelle
et de la Promotion du Travail

Ont l'insigne honneur de présenter à

SA MAJESTE LE ROI MOHAMMED VI QUE DIEU LE GLORIFIE

Leurs meilleurs vœux déférents de bonheur,
de santé et de longue vie,

ainsi qu'à **SON ALTESSE ROYALE LE PRINCE HERITIER MOULAY AL HASSAN, A SON ALTESSE ROYALE LA PRINCESSE LALLA KHADIJA, A SON ALTESSE ROYALE LE PRINCE MOULAY RACHID ET A TOUS LES MEMBRES DE LA FAMILLE ROYALE.**

Ils saisissent cette heureuse occasion pour renouveler au Guide Suprême de la Nation, leur indéfectible attachement au Glorieux Trône Alaouite et pour l'assurer de leur mobilisation permanente sous ses Hautes Directives.

OFPPT
La Voie de l'Avenir

A l'occasion de la Fête du Trône marquant le 19ème anniversaire de l'intronisation de **Sa Majesté le Roi Mohammed VI que Dieu le Glorifie**

E-TECH GLOBAL INDUSTRIES, ses filiales TRAGEM et AFRICANOVATE et l'ensemble de leurs collaborateurs, ont l'insigne honneur de présenter

à **Son Auguste Majesté le Roi Mohammed VI,**

Leurs vœux les plus respectueux et les plus déférents de santé, de bonheur et de longue vie, Ainsi qu'à

Son Altesse Royale le Prince Héritier Moulay EL Hassan,
À Son Altesse Royale le Prince Moulay Rachid,
Et aux membres de la Famille Royale

Ils renouvellent au Souverain l'expression de leur indéfectible attachement au **Trône Alaouite.**

E TECH GLOBAL INDUSTRIES

Tragem

AFRICA NOVATE

Maroc-Chine

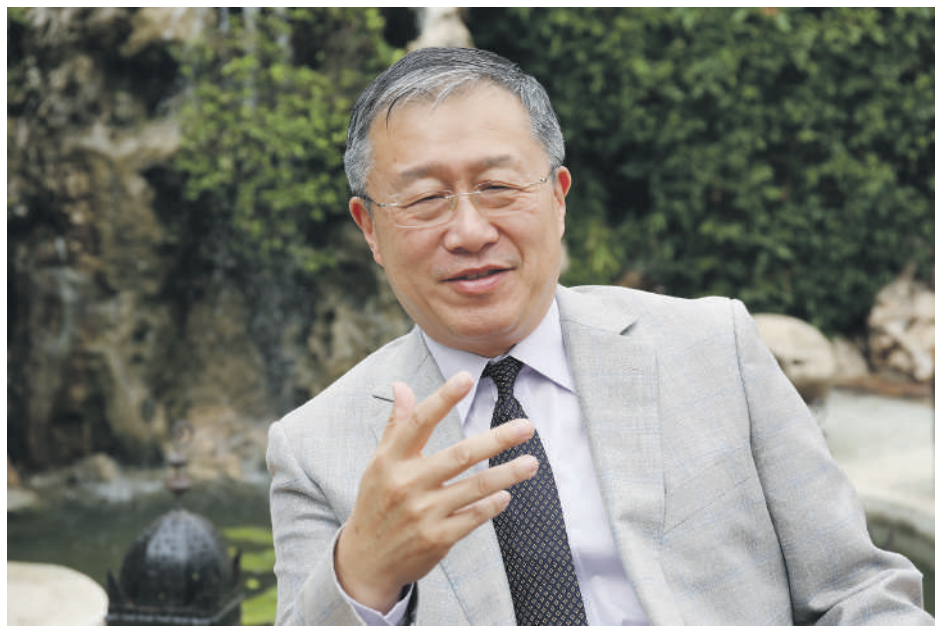
Les nouveaux horizons diplomatiques

■ **Le Maroc a ses chances sur la Route de la Soie**

■ **100.000 touristes chinois attendus au Maroc en 2018**

- L'Economiste: La Chine a lancé la nouvelle Route de la Soie. Quelles sont les perspectives de cette stratégie au niveau africain?

- Li Li: L'initiative «la Ceinture et la Route» est la réflexion chinoise devant les interrogations sur l'avenir de la mondialisation. La synergie de l'initiative et du développement de l'Afrique représente l'innovation de la coopération Sud-Sud et favorise la gouvernance mondiale vers une direction plus équitable et juste. Depuis le lancement de l'initiative en 2013, la coopération sino-africaine est entrée dans une nouvelle phase de transformation. Lors du Sommet de Johannesburg au Forum sur la Coopération sino-africaine en 2015, le président Xi Jinping a proposé d'élever le partenariat sino-africain au niveau de partenariat de coopération stratégique global. Deux ans après, en mai 2017, la Chine a réitéré l'attachement de l'initiative «la Ceinture et la Route» avec l' «Agenda 2063» de l'UA, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et le Programme d'action d'Addis-Abeba. Dans ce contexte, porter la relation sino-africaine à de nouveaux paliers est une priorité tant pour la Chine que pour l'Afrique. Dans cette perspective, le Forum sur la coopération sino-africaine accueillera en septembre un Sommet à Pékin qui réunira les dirigeants africains et leur homologue chinois. Ce sera l'occasion de discuter ensemble de grandes stratégies de la coopération et de s'exprimer ensemble et fortement en faveur de la coopération Sud-Sud, de même que pour la paix, la stabilité et le développement dans le monde.



Pour l'ambassadeur de la Chine au Maroc, Li Li, « le Maroc est idéal pour devenir un hub vers l'Afrique, vers l'Europe, voire vers l'Amérique» (Ph. Bziouat)

- Quel rôle peut jouer le Maroc dans ce sens?

- En novembre dernier, les ministres des Affaires étrangères de nos deux pays

(Suite en page XII)

A L'OCCASION DU DIX NEUVIEME ANNIVERSAIRE DE L'INTRONISATION DE SA MAJESTE LE ROI MOHAMMED VI QUE DIEU L'ASSISTE

La Directrice Générale de l'Agence Nationale des Ports et l'ensemble des cadres et agents de cette Agence ont l'insigne honneur de présenter à

SA MAJESTE LE ROI MOHAMMED VI

QUE DIEU L'ASSISTE

Leurs vœux les plus déférents de santé et de prospérité.

Implorant Le Tout Puissant de combler

SA MAJESTE le ROI MOHAMMED VI

en la personne de SAR Le Prince MOULAY AL HASSAN,

SAR la Princesse LALLA KHADIJA, SAR Le Prince MOULAY RACHID

et l'ensemble des membres de la Glorieuse Famille Royale.

Ils saisissent cette heureuse occasion pour renouveler leur attachement indéfectible au Trône Alaouite sous les hautes directives de SA MAJESTE LE ROI que Dieu l'assiste.

ANP
الوكالة الوطنية للموانئ
Agence Nationale des Ports

Le projet politique

PÉKIN donne 2.500 ans d'existence à la Route de la Soie. Elle reliait la province de Shaanxi au Kazakhstan actuel. L'idée que développe le secrétaire général du PC, Xi Jinping, est que «les pays où la Route passe développent des coopérations dans la mesure de leurs besoins». Les pays qui ont connu une colonisation repèrent tout de suite qu'il n'y a pas d'autorité extérieure pour décider de modalités ou d'usages.

La Route sera-t-elle impérialiste comme le sont, par exemple, les Etats-Unis, de fait et de droit? Les Occidentaux l'affirment pour décourager leurs alliés, lesquels sont bien tentés par l'offre chinoise.

Le projet porté par Xi Jinping a été présenté en 2013, à Nazarbayev, en Asie centrale, sous forme d'évocation historique (joliment présentée), puis dans un discours très politique prononcé devant le Parlement indonésien. Ce sont les deux seules zones vraiment sollicitées par Pékin, même en Méditerranée, les Chinois ont effectué des sauvetages d'entreprises publiques stratégiques, telles que le port grec du Pirée. Et que les ports kényans ont été considérablement agrandis et remis en fonction par des interventions chinoises. Il n'y a rien d'autre dans le projet de 2013. Mais une dynamique s'est créée. Des intérêts sont venus se greffer, comme celui par exemple Tanger Tech, mort aujourd'hui.

La philosophie de Pékin comporte cinq principes, exposés par le secrétaire général:

- «S'en tenir à la crédibilité et à l'amitié», pour constituer une «confiance politique et stratégique». Chaque pays conçoit son développement comme il l'entend, ce qui signifie que Pékin n'envisage pas d'intervention sur le monde occidental au nom de «valeurs» ou de méthodes.

- «S'en tenir à la coopération gagnant-gagnant»: «Les intérêts dont il faut tenir compte doivent être ceux de tout le monde».

- «Veiller les uns sur les autres et s'entre-aider», avec un partage de responsabilité pour assurer la paix et la stabilité, en se «défaisant de la mentalité de la Guerre froide».

- «S'entendre parfaitement», avec l'idée de commencer petit, comme une graine, pour grandir comme un arbre.

- «Rester ouverts et tolérants», selon le proverbe «La mer est vaste parce qu'elle est nourrie de tous les fleuves».

Il est vrai que c'est une proposition très différente de celles d'avant, Conquistadors, colonisation ou impérialisme. Reste à voir sur pièces, car les Chinois ont aussi un principe stratégique: «Soutenir les barbares lointains contre les barbares proches pour que l'empire dorme tranquille».❏

N.S.

Laprophan لابروفان

LABORATOIRES PHARMACEUTIQUES DEPUIS 1949

مختبرات المستحضرات الصيدلية منذ 1949

À L'OCCASION DU 19ÈME ANNIVERSAIRE DE L'ACCESSION AU TRÔNE DE S.M. LE ROI MOHAMMED VI

LE PRÉSIDENT
ET L'ENSEMBLE DU PERSONNEL
DES LABORATOIRES LAPROPHAN

Ont l'insigne honneur de présenter à

SA MAJESTÉ LE ROI MOHAMMED VI
Que Dieu le Glorifie

Leurs meilleurs vœux déférents de bonheur,
de santé et de longue vie, ainsi qu'à

SON ALTESSE ROYALE LE PRINCE HÉRITIER MOULAY EL HASSAN,
À SON ALTESSE ROYALE LA PRINCESSE LALLA KHADIJA,
À SON ALTESSE ROYALE LE PRINCE MOULAY RACHID
ET À TOUS LES MEMBRES DE LA FAMILLE ROYALE.

Ils saisissent cette occasion pour renouveler à Sa Majesté
ainsi qu'à toute la famille Royale, leur indéfectible attachement et l'assurer de leur mobilisation
permanente sous ses Hautes Directives.

Maroc-Chine

Les nouveaux horizons diplomatiques

(Suite de la page X)

ont signé le mémorandum d'entente portant sur la construction conjointe sino-marocaine de «la Ceinture et la Route », ce qui a tracé de belles perspectives pour la coopération bilatérale.

La position géographique du Maroc lui permet d'exercer un effet d'entraînement sur la mer et la terre. Cet atout naturel pourrait faire du Maroc le pivot dans la construction de «la Ceinture et la Route». Il nous convient de mettre en valeur les atouts respectifs en matière économique, technologique, financière et d'expériences. Le but est de renforcer la coopération dans le domaine de la haute technologie, de l'industrie, de la pêche et des projets d'infrastructures.

Le Maroc, de par sa position, peut devenir un hub vers l'Afrique, vers l'Europe, voire vers l'Amérique. Je suis sûr que l'avenir de la construction conjointe sino-marocaine de «la Ceinture et la Route» sera très radieux et propice aux peuples de nos deux pays.

- Un conseil d'affaires de la Route de la soie a été mis en place entre le Maroc et la Chine. Quels sont les objectifs de ce mécanisme?

- Cette année, au cours de la visite de travail de la délégation du Conseil de la promotion de commerce international de la Chine (CCPIT), un mémorandum d'entente a été signé avec la CGEM qui marque son adhésion au conseil d'affaires de la Route de la soie. En tant qu'un des mécanismes multilatéraux les plus importants du CCPIT, ce conseil est dans le but de créer une plateforme de dialogue et d'échange pour les secteurs industriels et commerciaux des pays riverains de l'initiative «la Ceinture et la Route», de pouvoir aider les entreprises à surmonter les difficultés telles que le contrôle des risques, le maintien du coût d'exploitation des investissements tout en organisant des visites, des discussions, des formations, etc.

Pékin, 2e partenaire commercial du Maroc

SELON les statistiques de la Douane chinoise, le volume des échanges commerciaux en 2017 entre la Chine et le Maroc a augmenté de 5,3% par rapport à l'année 2016, soit une totalité de 3, 83 milliards de dollars (40 milliards de DH). La Chine est le deuxième partenaire commercial du Maroc. A l'avenir, la Chine pourrait aussi devenir le premier, relève son ambassadeur.❑

- Où en est la coopération politique et sécuritaire entre les deux pays?

- Le Maroc est le 2e pays arabe et africain qui a établi les relations diplomatiques avec la Chine. Cette année marque le soixantième anniversaire, ce qui permet de donner un nouvel élan aux relations de nos deux pays après la visite très réussite de Sa Majesté le Roi Mohammed VI en Chine en 2016, le moment où on devient des partenaires stratégiques. Depuis lors, la confiance politique entre la Chine et le Maroc arrive à un niveau très élevé. Les visites bilatérales à tous les niveaux se multiplient, renforçant ainsi une amitié et une confiance mutuelle entre la Chine et le Maroc. Sur le plan international, la coordination et le soutien de l'un à l'autre révèlent aussi la hauteur de notre coopération stratégique politique. La coopération sino-marocaine s'étend également au domaine de la sécurité. Les deux pays accordent une grande importance à la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme. Les gouvernements de nos deux pays sont en train de préparer la signature d'un mémorandum d'entente pour la coopération dans le domaine de la sécurité. Pour votre information, l'ambassade de Chine au Maroc organisera une série d'activités de célébration d'ici la fin de cette année à l'occasion du soixantième anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre nos deux pays.

- Le Maroc et la Chine sont parmi les plus grands investisseurs en Afrique. Une coopération tripartite sur le continent est-elle envisageable?

- Oui bien sûr. La Chine et le Maroc sont des partenaires stratégiques. La coopération tripartite est sans doute une nouvelle façon de notre coopération. La Chine et le Maroc ont des atouts respectifs dans la coopération tripartite en Afrique, par exemple, la Chine possède des capitaux, des technologies, des équipements et des expériences de gestion mûre. Le Maroc peut se servir d'une plateforme importante quand il s'agit de la coopération tant sur le plan bilatéral que sur le plan multilatéral. Le Maroc a son réseau bancaire bien développé en Afrique, les investisseurs chinois en ont besoin dans le but d'avoir une coopération en toute sécurité. Aujourd'hui, nos deux patries sont en train de programmer la construction d'un centre de médecine chinoise vers l'Afrique. Donc il convient que la Chine et le Maroc œuvrent ensemble pour mettre leur complémentarité en valeur et enrichir davantage le sens du Partenariat stratégique sino-marocain pour le bénéfice de nos deux peuples, de nos deux pays ainsi que tous les pays africains.

- Où en est le projet Mohammed VI Tanger Tech?

- La partie chinoise se contente de partager sans réserve avec la partie marocaine les expériences dans la construction et la gestion des zones industrielles. Selon l'expérience chinoise, la construction et la gestion des zones industrielles représentent une tâche multidimensionnelle et nécessite l'orientation du gouvernement et la participation des entreprises. L'ambassade de Chine est prête à présenter et à recommander aux entreprises chinoises le projet Mohammed VI Tanger Tech, projet phare pour le développement économique du Maroc, de sorte que les deux côtés puissent étudier ensemble des possibilités de coopération. ❑

Propos recueillis par
Mohamed CHAOUI

ⵜⴰⴳⵍⴷⵉⵜ ⵏ ⵍⵎⵖⵔⵉⴱ
ⴰⵎⵣⵡⴰⵔⵓ ⴰⵏⴰⵎⵓⵔ
ROYAUME DU MAROC - ENTRAIDE NATIONALE

المملكة المغربية
التعاون الوطني
KINGDOM OF MOROCCO - NATIONAL MUTUAL AID

Vœux

A L'occasion du dix-neuvième anniversaire de l'intronisation
de Sa Majesté le Roi Mohammed IV,

Le Directeur de l'Entraide Nationale,
a l'insigne honneur de présenter à
Sa Majesté le Roi,
en son nom, et au nom de l'ensemble du Personnel
de l'**ENTRAIDE NATIONALE**
ainsi que des bénéficiaires de ses prestations,
ses vœux déférents de bonheur, de santé
et de prospérité, et implore **Dieu** Le Tout-Puissant de combler
Sa Majesté Le Roi Mohammed VI
en la personne de son Altesse Royale le Prince Héritier Moulay Al Hassan,
de son ALTESSE Royale la princesse Lalla Khadija,
de son Altesse Royale le Prince Moulay Rachid
et en l'ensemble de la glorieuse Famille Royale.

60

www.entraide.ma

IDE chinois: «Seulement» 163 millions de dollars

LES investissements chinois au Maroc se concentrent principalement dans les domaines de la pêche, du plastique, de l'assemblage des moteurs, etc. Jusqu'à la fin de l'année 2017, les IDE chinois au Maroc s'élèvent 163 millions de dollars (2 milliards de DH). Surtout les IDE chinois au Maroc ont connu un nouveau record de 48,42 millions de dollars durant les 9 premiers mois de l'année 2017. De plus, «il faut constater que de plus en plus d'investisseurs chinois viennent au Maroc pour trouver des opportunités. Ils montrent un grand intérêt à la coopération dans des projets dans les ports, les centrales électriques, le gaz et l'énergie solaire», affirme l'ambassadeur de la Chine à Rabat. Ce diplomate optimiste considère qu'avec «une meilleure connaissance du marché et des attentes marocaines, les coopérations pragmatiques entre les deux pays s'accéléreront et s'élargiront en continu avec une vitesse considérable. Ce qui contribuera également à l'accroissement du volume des IDE chinois au Maroc». ❑

A L'OCCASION DE LA FÊTE DU TRÔNE QUI COINCIDE
CETTE ANNÉE AVEC LE 19ÈME ANNIVERSAIRE DE L'INTRONISATION DE

SA MAJESTE LE ROI MOHAMMED VI

QUE DIEU LE GLORIFIE

**M. ROGER SAHYOUN, PRESIDENT DU DIRECTOIRE,
AINSI QUE LE PERSONNEL ET LES CADRES DE LA SOCIETE**

SOMAGEC

présentent à

SON AUGUSTE MAJESTE

LE ROI MOHAMMED VI

**LEURS VOEUX LES PLUS RESPECTUEUX ET LES PLUS DEFFERENTS DE SANTE,
DE BONHEUR ET LONGUE VIE, AINSI QU'AU PRINCE HERITIER MOULAY
AL HASSAN, SON ALTESSE ROYALE LE PRINCE MOULAY RACHID
ET TOUTE LA FAMILLE ROYALE**

Diplomatie

Rabat regagne du terrain en Amérique latine

Ex-ambassadeur du Maroc au Chili entre 2008 et 2016, après avoir été ministre plénipotentiaire à Madrid (2004-2008), Abdelkader Chaoui est un fin connaisseur de l'Amérique latine. Après des années de flottement, voire d'absence, Rabat a réussi un spectaculaire retour diplomatique dans plusieurs capitales du sous-continent qui étaient jadis des inconditionnels du Polisario. Résultat, ce dernier, comme son sponsor principal, l'Algérie, sont sur la défensive.

Abdelkader Chaoui, ancien ambassadeur du Maroc au Chili: «A mon avis, le gros du travail de la diplomatie en Amérique latine devra commencer d'abord en Espagne» (Ph.A.C)

- L'Economiste: Comment analysez-vous notre présence diplomatique en Amérique latine?

- Abdelkader Chaoui: Le Maroc était présent en Amérique latine depuis fort longtemps, et avait ses ambassadeurs dans de grands Etats comme le Mexique, l'Argentine, le Brésil et le Chili. Mais c'est à partir de 2008 que la diplomatie marocaine opère un virage pour contrer l'activisme du Polisario dans la région. C'est ainsi qu'on a relevé notre représentation au rang d'ambassade au Panama, Guatemala, en Uruguay et au Cuba, certains de ces pays étant très proches du Polisario. Il fallait contrecarrer le travail insidieux accompli depuis des années par les «groupes de soutien au peuple sahraoui», dans quasiment tous les pays de l'Amérique latine. Un travail de sape entretenu financièrement par l'Algérie.

- Et le Chili où vous étiez ambassadeur?

- Je peux dire que le cas du Chili est un exemple de cette offensive diplomatique marocaine. C'est le 2e pays le plus développé en Amérique latine après le Brésil, avec une démocratie exemplaire et des ressources économiques et naturelles considérables. Comme dans d'autres pays d'Amérique latine, il n'a pas échappé à l'influence et aux pressions du lobby du Polisario. La «RASD» avait un ambassadeur itinérant qui sillonnait le continent. Le Chili allait même rallier ses thèses n'eut été le réveil de la diplomatie marocaine. Résultat, non seulement Santiago n'a pas reconnu le Polisario, mais depuis 2012, et quel que soit le gouvernement en place, le Chili s'en tient à une position constante: au regard du droit international, la RASD ne remplit pas les critères d'un Etat.

- Pourquoi nous ne dupliquons pas la même recette dans d'autres pays?

- Jusqu'à récemment, l'on reprochait à l'Etat marocain l'absence d'une stratégie qui sert de boussole aux diplomates dans la région. Il y a aussi un manque flagrant d'information sur le pays. Un quidam qui s'adresse à une ambassade ou à un consulat pour avoir des documents utiles sur le Maroc ne récolte que du vent. Autre exemple, alors que d'autres pays réunissent régulièrement en Amérique Latine leurs ambassadeurs et consuls pour débattre de la politique diplomatique, jamais les diplomates marocains dans ce continent n'ont pris une telle initiative. Du moins jusqu'à mon départ en 2016.

Ceci dit, à mon sens, le gros du travail de la diplomatie en Amérique latine devra commencer d'abord en Espagne. Et le Maroc a les moyens matériels et humains de le faire: une ambassade à Madrid forte de 52 fonctionnaires, 7 consulats à travers l'Espagne, sans parler des 700.000 résidents marocains dans ce pays, qui sont autant d'ambassadeurs.❏

Propos recueillis par J.M.

■ De beaux succès du Maroc

La poignée des pays latino-américains qui ont reconnu la RASD comme Cuba, Venezuela et le Panama, l'ont surtout fait par affinité idéologique avec le Polisario. Mais depuis, le Maroc a engrangé quelques beaux succès en convaincant plusieurs pays de revenir sur cette reconnaissance. L'Amérique latine et centrale n'est plus une terre acquise au Polisario. Petit tour d'horizon.

Panama: reconnaissance 1978, retrait en 2013
Dominique: reconnaissance 1979, retrait en 2010
Costa Rica: reconnaissance 1980, retrait en 2000
Pérou: reconnaissance 1984, retrait 1996
Colombie: reconnaissance 1985, retrait 2000
Guatemala: reconnaissance 1986, retrait en 1998
République dominicaine: reconnaissance en 1986, retrait en 2002
Paraguay: reconnaissance 2000, retrait en 2014

■ Le commerce aussi compte

Outre le volet diplomatique, la visite royale de 2004 a aussi scellé une base de coopération commerciale entre les deux espaces Maroc-Amérique latine, avec la signature de l'Accord Cadre Marché commun du Sud -Mercosur-Maroc, qui inclut la concession réciproque de préférences commerciales -semblable à celui conclu avec l'Egypte en juillet 2004. Il servira de base pour la future négociation d'une plus grande intégration commerciale. L'objectif est d'arriver à un accord de libre-échange.

En Amérique latine, le Maghreb est perçu comme une porte d'entrée au monde arabe et africain, et particulièrement le Maroc qui dispose d'un statut privilégié avec l'Union européenne. La signature d'un accord de libre-échange entre le Maroc et le Mercosur «permettra au secteur exportateur national de renforcer son positionnement au sein d'un bloc économique en forte expansion, notamment dans les activités agro-industrielles, les filières oléicoles et les produits de la mer », a indiqué à la MAP, lors des négociations de cet accord en 2017, Nabil Adghoghi, l'ambassadeur du Maroc au Brésil.❏

J.M.

Royaume du Maroc

CNOPS

VOEUX

A l'occasion de la Fête du Trône qui commémore
cette année le **19 ème anniversaire** de l'intronisation
de **SA MAJESTE LE ROI MOHAMMED VI**, que Dieu le glorifie,

Miloud MASSIDE, Président du Conseil d'Administration
de la Caisse Nationale des Organismes de Prévoyance Sociale - CNOPS
et son Directeur **Abdelaziz ADNANE**, ainsi que tous les membres
du Conseil d'Administration et l'ensemble du personnel de la CNOPS
ont l'insigne honneur de présenter au **GUIDE de LA NATION**
leurs vœux humbles et déférents ainsi que leur indéfectible attachement
à son **AUGUSTE PERSONNE** et au **TRÔNE ALAOUITE**,
en implorant **DIEU LE TOUT PUISSANT** de combler **SA MAJESTE**
en la personne de Son Altesse Royale le Prince Héritier **MOULAY EL HASSAN**,
de son Altesse Royale la Princesse **LALLA KHADIJA**,
de son Altesse Royale le Prince **MOULAY RACHID** et
de tous les membres de la Famille Royale.

A L'occasion De La Fête du Trône qui coincide
cette Année avec le 19ème Anniversaire de l'Intronisation de

Sa Majeste le Roi Mohammed VI

Que Dieu le Glorifie

M. MICHEL RIAD SAHYOUN, PRESIDENT DU DIRECTOIRE, AINSI QUE LE PERSONNEL ET LES CADRES DES SOCIETES MECOMAR ET RIAD MOTORS HOLDING

MECOMAR مكومار

RIADMOTORS HOLDING

présentent à

SON AUGUSTE MAJESTE

le Roi Mohammed VI

LEURS VOEUX LES PLUS RESPECTUEUX ET LES PLUS DEFERENTS DE SANTE, DE BONHEUR ET LONGUE VIE, AINSI QU'AU PRINCE HERITIER MOULAY AL HASSAN, SON ALTESSE ROYALE LE PRINCE MOULAY RACHID ET TOUTE LA FAMILLE ROYALE

Le Maroc à la Cedeao: Une analyse

Brahim Fassi Fihri préside l'Institut Amadeus, think tank spécialisé dans les questions géopolitiques. Au printemps dernier, il avait organisé une série de tables rondes sur la candidature marocaine à la Cedeao dans plusieurs capitales africaines: Dakar, Abidjan et Accra. Abuja (Nigeria) est programmée d'ici la fin de l'année. L'Institut Adameus est également l'organisateur de Medays qui se tient tous les ans à Tanger.

- L'Economiste: Comment expliquez-vous les appréhensions des organisations patronales à l'égard de la candidature marocaine à la Cedeao?

- Brahim Fassi-Fihri: Au cours de la tournée initiée par l'Institut Amadeus en Afrique de l'Ouest, on a constaté trois types de réticences venant des patronats ou de la société civile. Il y a tout d'abord les interrogations légitimes du type «que cherche le Maroc?», «pourquoi nous?», «pourquoi maintenant?». Ensuite, des inquiétudes économiques normales propres à une économie continentale globalisée, d'autant plus qu'il s'agit de la possible adhésion d'un pays qui est une puissance africaine au sein de l'organisation sous-régionale la mieux intégrée du continent. Mais il faut tout de même faire attention à ne pas surévaluer la puissance du Royaume. A entendre certains interlocuteurs, on croirait que le Maroc serait devenu la Chine ou la Turquie! La comparaison est flatteuse, mais dénuée de sens.

Brahim Fassi Fihri, président de l'Iinstitut Amadeus: «Le partenariat qui lie le Royaume à l'Afrique de l'Ouest, est stratégique et trop précieux pour permettre qu'il soit dénaturé par certains qui utilisent des arguments fallacieux pour s'opposer à l'adhésion du Maroc» (Ph. Amadeus)

Il existe, enfin, certaines expressions excessives, voire complètement saugrenues, venant d'une minorité, telles que le Royaume voudrait faire une «OPA sur la Cedeao», que le Maroc serait le «cheval de Troie de l'Europe ou de la France», que le Maroc chercherait «à briser l'harmonie de la Cedeao», ou encore, et c'est sans doute la plus injuste, que le «Maroc serait un pays raciste».

- Qu'est-ce qui ressort des conférences-débats organisées par l'Institut Amadeus à Abidjan et Accra?

- L'adhésion du Maroc à la Cedeao suscite depuis plus d'un an un débat vif en Afrique de l'Ouest. Tout a été dit ou presque, mais sans que le Maroc ne soit présent lors de ce débat, sans donc qu'il puisse y participer. L'objectif principal de notre tournée était de lancer un processus d'échange, de dialogue et d'écoute. Qu'on soit opposé ou que l'on soutienne l'adhésion du Maroc, l'essentiel était de pouvoir revenir à une certaine forme de sérénité et de dépassionner le débat autour de cette adhésion. Le partenariat qui lie le Royaume à l'Afrique de l'Ouest, initié et porté par SM le Roi Mohammed VI, est stratégique et trop précieux pour permettre qu'il soit dénaturé ou perturbé par certains qui utilisent des arguments fallacieux pour s'opposer à l'adhésion du Maroc.

Je crois que le principal output de cette tournée d'Amadeus est le retour à la sérénité au sein des sociétés civiles rencontrées. Le climat autour de l'adhésion n'est plus hostile, les articles de presse virulents et critiques vis-à-vis du Maroc ont cessé et on n'entend plus les expressions malheureuses que j'ai citées précédemment.

- Quelles erreurs éventuelles aurions-nous commises dans ce processus?

- Je crois que le fait de penser que le Maroc aurait commis des erreurs est une ineptie. Le Maroc en demandant à adhérer à la Cedeao souhaite seulement institutionnaliser ses relations avec les pays ouest-africains. Grace à SM le Roi Mohammed VI, le Maroc est le 1er investisseur africain en Afrique de l'Ouest et le pays africain ayant signé le plus d'accords bilatéraux avec l'ensemble des pays membres de la Cedeao. Cette réalité lui offre une crédibilité, qui fait déjà de lui, de facto, un membre de la Cedeao. Il ne faut pas oublier que l'adhésion du Maroc a reçu en juin 2017 l' «accord de principe» des chefs d'Etat et de gouvernement lors du Sommet de Monrovia. Il s'agit d'un acquis important qui rend légitime la demande d'adhésion du Royaume. Ce n'est pas un «blanc-seing», comme on a pu le dire ici ou là dans la région. Il donne une base politique à l'adhésion du Maroc et ouvre la voie à des négociations usuelles dans le respect des acquis communautaires. Sur le processus, en tant que tel, il faut avoir à l'esprit que le Traité révisé de Cotonou, est silencieux sur l'adhésion de pays tiers. Il n'existe pas de précédents ou de jurisprudence. L'adhésion du Royaume est totalement entre les mains de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la Cedeao, qui ont été et seront soumis dans leur totalité à des élections présidentielles entre 2018 et 2020. Nous pouvons regretter, cependant que, dans certains pays, l'adhésion du Maroc à la Cedeao soit devenue un enjeu électoral, comme nous pouvons regretter la montée d'un ultra- protection-

➡➡➡

L'étape d'Abidjan des conférences-débats d'Amadeus en mai dernier. La Côte d'Ivoire est un allié inconditionnel du Maroc pour son adhésion à la Cedeao (Ph. Amadeus)

الوكالـــة المستقلة الجماعـية
لـتوزيع المـاء و الكهربـاء بوجدة
RADEEO

A L'OCCASION DE LA FÊTE DU TRÔNE

Hanafi ABOUKIR, Directeur Général de la Régie Autonome Intercommunale de Distribution d'Eau et d'Electricité d'Oujda et l'ensemble du personnel, ont l'honneur de présenter à

SA MAJESTÉ LE ROI MOHAMMED VI
QUE DIEU L'ASSISTE

leurs meilleurs vœux de santé, de bonheur et de prospérité.

Ils saisissent cet heureux événement pour présenter également leurs vœux à son altesse Royale le Prince Moulay El Hassan, à son altesse Royale la Princesse Lalla Khadija, à son altesse Royale le Prince Moulay Rachid et aux membres de la glorieuse Famille Royale.

de l'Institut Amadeus

nisme dans d'autres pays de la sous-région. Le Maroc est en rien responsable des sables mouvants politiques dans ces pays-là.

- Y a-t-il une différence entre les pays francophones de la Cedeao et les anglophones vis-à-vis de la candidature du Maroc?

- Traditionnellement, le Maroc, comme chacun le sait, a des relations beaucoup plus étroites avec les pays francophones de la sous-région. Cependant, l'une des principales conclusions de la tournée d'Amadeus, c'est qu'il n'existe pas de fractures linguistiques s'agissant du soutien à l'adhésion du Maroc. Vous avez des pays comme la Côte d'Ivoire, dont les responsables politiques soutiennent fortement cette adhésion, et d'autres comme le Ghana qui la soutiennent tout autant, avec une unanimité plus importante, puisqu'il en est de même pour les opérateurs économiques de ce pays. La ligne de fracture me paraît être plutôt idéologique entre les pays qui pratiquent un protectionnisme latent et ceux qui sont beaucoup plus ouverts économiquement et libéraux. Le soutien de l'adhésion du Maroc n'est donc pas à géographie variable.

Les futures étapes à franchir

« OFFICIELLEMENT, le processus d'adhésion est entre les mains de la Commission de la Cedeao qui a été mandatée par le Sommet d'Abuja d'arrêter une procédure d'adhésion et de produire une étude d'impact approfondie. Les contacts diplomatiques du Maroc sont permanents avec les Etats-membres pour que cette procédure soit la plus équilibrée possible afin qu'elle ne pénalise aucune des deux parties. Le Royaume, conscient de ce qu'il peut apporter à la Cedeao, n'est pas en position de faiblesse comme certains ont voulu le prétendre. Son adhésion à la Cedeao est inéluctable. C'est une question de temps, puisqu'on n'adhère pas, du jour au lendemain, à une union politique, économique et monétaire. Il faut juste rappeler que l'Espagne et le Portugal ont mis dix ans à adhérer à l'UE».❑

- Rabat est-elle prête à adopter tous les principes du Traité de la Cedeao?

- Par définition, lorsqu'il s'agit d'adhérer pleinement et entièrement à une organisation, le pays adhérent se doit d'épouser les contours du Traité constitutif de ladite organisation. En me fiant aux déclarations des responsables marocains, je note la disposition du Maroc à adopter l'ensemble du contenu du Traité révisé de Cotonou. Cependant, il faut avoir à l'esprit que, compte tenu à la fois de certaines spécificités politiques et économiques du Maroc, notamment les accords commerciaux préférentiels ou la nature même de certaines dispositions constitutionnelles, une adhésion pleine, entière et immédiate me paraît impossible sans dénaturer les acquis et les options stratégiques choisies par les deux parties. Par contre, dans le cadre des négociations à venir, compte tenu notamment du silence du Traité révisé de Cotonou en matière d'adhésion, il me paraît tout à fait possible de mettre en place de longues périodes transitoires protégeant les intérêts des deux parties, notamment en matière commerciale et d'Union douanière, pour arriver à une convergence totale et équilibrée à terme. Sur les aspects de convergence politique ou constitutionnelle, il est également tout à fait possible d'imaginer des ajustements innovants pouvant permettre l'adhésion du Royaume sans modifier les grands principes constitutionnels et sans dénaturer l'esprit des textes et des dispositifs communautaires de la Cedeao.❑

Propos recueillis par Abashi SHAMAMBA

À l'occasion du 19ème anniversaire de l'intronisation
de Sa Majesté le Roi Mohammed VI

Le Président Directeur Général
et l'ensemble des collaborateurs du Groupe OCP

ont l'insigne honneur de présenter à

SA MAJESTÉ LE ROI MOHAMMED VI

que Dieu L'assiste

leurs vœux de bonheur et de santé, ainsi qu'à

Son Altesse Royale le Prince Héritier Moulay Al Hassan et à
Son Altesse Royale le Prince Moulay Rachid et à toute la Famille Royale.

Ils renouvellent au Souverain l'expression de leur fidélité et de leur attachement au Glorieux Trône Alaouite.

OCP

www.ocpgroup.ma

Ces entreprises qui ont parié sur l'Afrique

■ Les trois majors bancaires dans plus de 25 pays

■ L'appétit africain de Maroc Telecom

INVISIBLES jusqu'au début des années 2000 des radars de la finance africaine, les banques marocaines constituent aujourd'hui la locomotive des stratégies d'internalisation des entreprises marocaines. Leur expansion répond aussi au besoin d'accompagner leur clientèle et le recentrage économique du Maroc sur le continent.

Les trois plus grandes banques commerciales, Attijariwafa bank, la BMCE Bank Of Africa et Banque Centrale Populaire détiennent 41 filiales en Afrique subsaharienne. Elles sont présentes essentiellement au niveau des deux zones monétaires de l'Afrique de l'Ouest (UMOA) et de l'Afrique Centrale (CEMAC) qui abritent 78% des implantations marocaines. Cette dynamique a été impulsée en partie par les politiques de privatisation et la restructuration du secteur bancaire africain. Le terrain a été néanmoins balisé par les efforts fournis au niveau politique qui ont permis de faire du continent une zone d'accueil importante pour les investissements marocains.

Depuis l' accession du Roi Mohammed VI au trône la coopération économique avec l'Afrique subsaharienne a été intensifiée. Rabat a annulé la dette des pays les moins avancés et les frontières marocaines ont été ouvertes à leurs exportations. Les multiples visites du Souverain se sont accompagnées par la signature de plusieurs accords favorisant ainsi la mise en place d'un cadre juridique pour les investissements. Ce qui a permis aux entreprises marocaines de développer leurs activités dans cette région. Les banques par exemple ont su profiter du repli opéré par les établissements français. Le groupe Crédit Agricole a cédé ses actifs au Gabon, Sénégal, Côte d'Ivoire et Congo à Attijariwafa bank. Ce groupe est présent au Sénégal depuis 2006. Il a acquis la Compagnie Bancaire de l'Afrique Occidentale (CBAO), premier groupe bancaire du pays. En 2008, AWB réalise une opération d'envergure à travers un échange de participations lui permettant de reprendre les cinq filiales africaines.

Sortir de la zone de confort

BMCE Bank Of Africa a pris en 2007 des prises de participation dans le capital de Bank of Africa, 3e groupe bancaire de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA). Ce qui lui a assuré une large couverture du continent, bien au-delà de la zone de confort francophone.

Le groupe Banque Centrale Populaire a mis les bouchées doubles ces dernières années pour réduire son retard sur ses consœurs. Il poursuit l'extension de son maillage géographique via l'ouverture de succursales et la signature d'accords avec des partenaires majeurs, notamment en Côte d'Ivoire, en Ethiopie, au Ghana, en Guinée, à Madagascar, au Nigéria, au Rwanda, au Sénégal, en Tanzanie et en Zambie. Reste que ces banques n'ont pas le monopole et doivent faire face à la concurrence d'importantes banques en Afrique anglophone!

Dans les télécoms, Maroc Telecom a profité des appels d'offres lancés par les gouvernements à l'occasion de la privatisation des opérateurs historiques des pays. Dès 2001, l'entreprise acquiert sa première compagnie africaine en Mauritanie, rachetant 51 pour cent des parts de Mauritel. Une expérience intéressante qui sera suivie cinq ans plus tard par la prise de contrôle d'Onatel au Burkina Faso et en 2007 par le rachat de 51% des actions de Gabon Telecom. En janvier 2015, Maroc Telecom a acquis 6 des filiales d'Etisalat en Afrique. L'entreprise a ainsi étendu sa couverture géographique au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Niger, en Centrafrique et au Togo, pays dans lesquels Etisalat opérait à travers l'enseigne Moov...des acquisitions qui consolident l'ouverture du Maroc économique sur le continent. ❑

Khadija MASMOUDI

ANRT
الوكالة الوطنية لتقنين المواصلات
Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications

A l'occasion du 19ème anniversaire de l'intronisation de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI

Le Directeur Général et l'ensemble du personnel de l'Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications ont l'insigne honneur de présenter à Sa Majesté Le Roi Mohammed VI que Dieu L'assiste leurs vœux les plus déférents de santé, bonheur et prospérité.

Ils présentent également, à cette occasion, leurs vœux à son Altesse Royale le Prince héritier Moulay El Hassan, à son Altesse Royale le Prince Moulay Rachid ainsi qu'à l'ensemble de la famille Royale.

Agriculture: Le plan africain de l'OCP

■ Plusieurs unités industrielles en construction

■ Le groupe aux petits soins avec le petit agriculteur

FORMATION, tests agronomiques, analyses de sols… OCP Africa met l'agriculteur au cœur de sa stratégie en Afrique. Il l'accompagne et le forme à une fertilisation raisonnée en vue d'obtenir un rendement optimum et surtout pérenne. En décembre 2016, le groupe a lancé l'OCP School Lab, une école itinérante. Elle propose des formations de sensibilisation des agriculteurs aux bonnes pratiques agricoles et adaptées aux cultures dominantes: le cacao et le riz pour la Côte d'Ivoire ou le maïs pour le Kenya.

L'OCP School Lab, c'est aussi un laboratoire mobile d'analyse des sols, qui utilise les dernières technologies et permet un diagnostic de la fertilité des sols en temps réel. Les campagnes menées au Ghana, au Nigéria , au Kenya, en Côte d'ivoire, au Togo et au Burkina Faso ont permis la formation de 53.000 fermiers. L'objectif est d'en former 500.000 au cours des trois prochaines années. OCP Africa a également mis sur pied le programme Agribooster. Cela va de la fourniture d'intrants jusqu'à la mise en relation avec le marché. La filiale s'applique à soutenir la transition du secteur d'une agriculture traditionnelle et de subsistance vers une agriculture créatrice de valeur et de richesses. Tour d'horizon de quelques projets.

• Une usine d'engrais au Nigeria

OCP Africa a conclu un accord pour développer une usine d'engrais et un réseau de distribution au Nigeria. La plateforme produira des engrais avec du phosphate marocain et du gaz nigérian. Une production de 1,3 million de tonnes d'engrais est attendue. Ce partenariat créera 50.000 emplois à terme et sécurisera l'approvisionnement du marché nigérian en engrais à des prix jugés compétitifs. Il permettra aussi le partage du savoir-faire et la promotion de l'innovation et de la R&D. Tout un travail de remise à niveau des unités de blending (de mélange d'engrais) déjà existantes sur le marché nigérian est également engagé. Un protocole d'accord a également été signé entre le groupe OCP et le fonds souverain nigérian «Nigeria Sovereign Investment Authority» pour le développement d'une plateforme industrielle dédiée à la production d'ammoniaque et des produits dérivés.

• Une méga-usine en Ethiopie

Une usine de production d'engrais de classe mondiale d'une capacité de production de 2,5 millions de tonnes d'intrants par an est en cours de construction en Ethiopie. Ce projet a fait l'objet d'un partenariat de plus de 2,4 milliards de dollars financé conjointement par l'OCP et le gouvernement éthiopien. Cela permettra au pays d'être auto-suffisant en engrais et créera des opportunités d'exportation. La capacité de production de cette usine sera portée progressivement à 3,8 millions de tonnes par an pour un investissement supplémentaire de 1,3 milliard de dollars. L'unité de production sera alimentée par de la potasse et du gaz éthiopien et par du phosphate marocain.

• Accord d'approvisionnement en Guinée

En février 2017, le groupe OCP et le gouvernement guinéen ont signé un important accord d'approvisionnement en engrais. Cela a permis de quintupler la consommation annuelle d'engrais du pays. Celle-ci est passée de 25.000t en 2016 à 100.000t en 2017. Cela a eu un impact sur les charges des finances publiques guinéennes dont le budget de subvention a fortement baissé. Cette opération a ainsi renforcé la collaboration initiée en 2014, entre le groupe et l'Etat guinéen, en faveur de la dynamisation du secteur agricole via notamment l'élaboration de la carte de fertilité et l'organisation de la caravane agricole.❏

K. M.

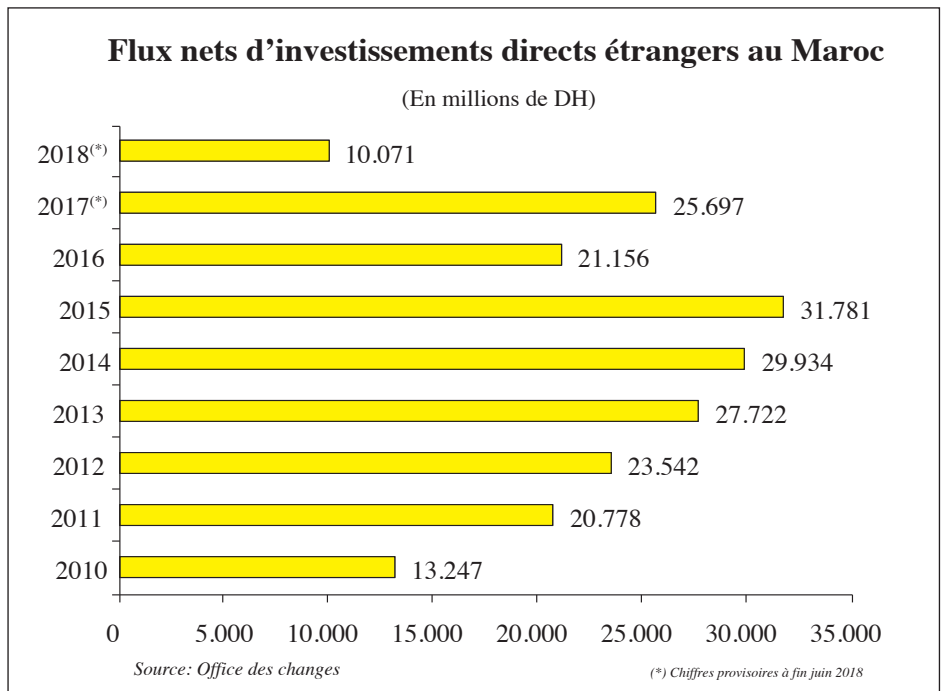
IDE: La barre psychologique de 3 milliards de dollars

■ La profitabilité contrariée par l'étroitesse du marché local

■ Plus de la moitié des investissements émis par trois pays

BIEN que leur niveau reste modeste, le Maroc a réussi au cours de ces dernières années à maintenir un flux régulier d'investissements directs étrangers. Après un repli de près de 1/3 à 2,32 milliards de dollars en 2016, les IDE bruts ont atteint 2,66 milliards de dollars en 2017. Soit une hausse de 15,4% avant de plonger de manière inquiétante de 33% au 1er semestre 2018 sans que l'on ne puisse vraiment établir de lien avec le mouvement de boycott qui frappe Centrale Laitière, Sidi Ali et Afriquia dont on dit qu'il aurait effrayé les investisseurs (et pas seulement étrangers; voir aussi L'Economiste n°5318 du 19 juillet 2018).

Les chiffres de l'Office des changes indiquent que l'essentiel des flux de l'investissement étranger au Maroc provient de la France (28%), des Emirats Arabes unis (15%), d'Arabie Saoudite (11,8%), du Qatar (7%), des États-Unis (7%). De manière structurelle, la France, les Emirats Arabes Unis et l'Arabie Saoudite concentrent plus de la moitié des IDE. L'immobilier (50%), la distribution et l'industrie (automobile et aéronautique) sont les trois vitrines des IDE au Maroc. Bon an, mal an, le Maroc attire en moyenne 2,6 milliards de dollars d'IDE, soit cinq fois moins que la Turquie dont le PIB est 7 fois plus gros que celui du Maroc. «Les investisseurs étrangers ont confiance dans la stabilité dynamique des pays au sens global, stabilité politique, juridique, fiscale, sociale… Ils sont également attirés si la promesse d'une profitabilité est réelle et pérenne, dans un cadre de respect des règles concurrentielles, de la croissance continue du marché et du pouvoir d'achat…», explique le Pr Ahmed Azirar, fondateur de l'Association marocaine des économistes d'entreprise.



Malgré de grands projets dans l'industrie automobile, les flux nets moyens des investissements directs étrangers restent structurellement en dessous de 3 milliards de dollars par an. Au regard du potentiel du Royaume, ce niveau reste moyen. Il faudra mieux travailler les projets de dimension moyenne que le Maroc n'attire pas assez et améliorer son intégration dans la chaîne des valeurs mondiales.
La Chine vient d'annoncer cette semaine en marge du sommet des «BRICS» qu'elle va investir 14 milliards de dollars sur trois ans en Afrique du Sud

Le Maroc a pris un certain nombre d'engagements internationaux, notamment l'accord d'association avec l'Union européenne et une cinquantaine de traités de libre-échange. Il a également engagé une série de réformes afin d'offrir aux investisseurs un environnement d'affaires attractif et similaire à celui de leur pays d'origine.

Le Maroc doit s'arrimer de manière dynamique et valorisante à la chaîne de valeurs mondiale, sachant que les échanges commerciaux mondiaux sont à 60% dominés par les biens intermédiaires

Les multinationales ayant choisi de s'implanter au Maroc constituent également une publicité efficace et susceptible de drainer de nouveaux investisseurs étrangers.

Sur une longue période, l'analyse montre que le Maroc peine à franchir la barre des 3 milliards de dollars sauf cas exceptionnel tel que Renault ou Peugeot Citroën. De plus, l'essentiel des flux se concentre entre un petit nombre de pays (la France, les Emirats Arabes Unis, l'Arabie Saoudite et le Qatar). Ce qui représente un risque pour sécuriser l'arrivée des IDE.

Parmi les raisons expliquant le fait que les IDE n'arrivent pas à franchir un palier supérieur, l'on peut citer l'étroitesse du marché local, qui n'offre pas d'importantes perspectives de profitabilité. Sur le papier, cet obstacle peut être compensé par les opportunités offertes par le réseau d'accords de libre-échange signés par le Royaume. La fermeture de la frontière maroco-algérienne empêche l'horizontalité des échanges commerciaux avec le Maghreb.

«Le secteur de l'automobile offre aujourd'hui de belles opportunités à un certain nombre d'investisseurs qui souhaitent s'arrimer à la chaîne de valeurs. Reste à savoir si le Maroc arrive à s'arrimer de manière dynamique et valorisante à la chaîne de valeurs mondiale, sachant que les échanges commerciaux mondiaux sont à 60% dominés par les biens intermédiaires et non pas de produits finis. Le challenge est d'offrir aux investisseurs étrangers la possibilité de s'insérer dans les chaînes de valeurs locales et aux investisseurs locaux de s'y arrimer pour les allonger», signale le Pr Azirar. La difficulté à s'insérer dans beaucoup de chaînes de valeurs régionales et internationales solides limite donc le pouvoir attractif du Royaume. «Pour optimiser les opportunités d'investissement existantes, il faudrait travailler pour rapatrier les deux bornes de la chaîne de valeurs, l'amont (R&D, création, innovation) et l'aval (commercial, marketing, logistique, après-vente…) en mobilisant en synergie les acteurs à commencer par l'université et la recherche».❑

H. E.

Le plan d'attaque pour inverser la tendance

■ Un financement à la carte à partir de 20 millions de DH d'investissement

■ Des incitations fiscales et un meilleur accès au foncier

POUR accroître son attractivité, le Maroc dispose d'un outil de soutien à l'investissement, le fonds Hassan II. Il intervient pour au moins 10 millions de DH dont la moitié pour l'achat des équipements. En 2015, avec le lancement de la nouvelle stratégie sectorielle, le gouvernement a créé le fonds de développement industriel et de l'investissement (FDII), doté de 20 milliards de DH à l'horizon 2020. Il cible les investissements à partir de 20 millions de DH HT, portant sur la création d'au moins 50 emplois stables.

Les investisseurs qui concluent avec le gouvernement des conventions sur un investissement d'au moins 100 millions de DH bénéficient de l'exonération des droits d'importation sur les biens d'équipement, matériels et outillages pour la réalisation de leur projet. Le cadre incitatif prévoit également l'exonération de TVA sur les mêmes équipements pendant 36 mois extensibles à 60 mois depuis l'entrée en vigueur de la loi de finances 2018.

Pour changer de palier des investissements, le Maroc a procédé à la création à Casablanca d'une place financière, Casa Finance City, qui a accédé au rang de premier hub financier en Afrique. Le Royaume mise également sur les métiers mondiaux tels que l'automobile, l'aéronautique, l'électronique, les énergies renouvelables… Des secteurs censés attirer des investisseurs internationaux qui contribueront à améliorer la balance commerciale grâce à la redynamisation de l'export.

Le gouvernement a également opté pour la refonte totale du cadre réglementaire relatif à l'investissement. Une nouvelle charte est en cours de finalisation. Elle a été annoncée il y a déjà deux ans, mais n'a toujours pas vu le jour. Le ministère de l'Industrie et du Commerce prévoit l'exonération d'IS pendant cinq ans pour les nouvelles unités industrielles, l'attribution du label de zones franches à des sociétés orientées export et non plus à des régions, l'octroi du foncier en location et non plus sa vente. Certaines mesures ont déjà été intégrées dans la loi de finances, telles que l'exonération de l'IS pendant cinq ans. Les textes d'application sont déjà le circuit d'adoption. Un autre dispositif a été inclus dans la loi de finances 2018 et concerne la prise en charge par l'Etat des frais liés au transport entre les lieux de production et les ports d'exportation. L'objectif étant d'attirer les investissements vers les régions enclavées. Mais les modalités d'application n'ont pas encore été fixées.❑

H.E.

À L'OCCASION DU 19ÈME ANNIVERSAIRE DE LA FÊTE DU TRÔNE

Le Directeur Général du Groupe Barid Al-Maghrib
et l'ensemble de la famille postière

ont l'insigne honneur de présenter leurs vœux les plus déférents à

NOTRE AUGUSTE SOUVERAIN,

SA MAJESTÉ LE ROI MOHAMMED VI

QUE DIEU L'ASSISTE,

et renouvellent leur indéfectible attachement au **Glorieux Trône Alaouite.**
Puisse Dieu accorder longue vie à **Sa Majesté le Roi** et le combler en la personne
de **Son Altesse Royale le Prince Héritier Moulay El Hassan,**
de **Son Altesse Royale le Prince Moulay Rachid**
ainsi que de tous les membres de l'**Illustre Famille Royale.**

بريد المغرب
POSTE MAROC

Attijariwafa bank confiante sur la maîtrise des risques

■ 33% du PNB et 30% du résultat net part groupe viennent de l'Afrique

■ Le respect de la réglementation et la diversification des investissements, une prémunition contre les chocs

Ismail Douiri, directeur général du groupe Attijariwafa bank
(Ph. L'Economiste)

- L'Economiste: Quelle analyse faites-vous de vos activités africaines?

- Ismail Douiri: Cela peut paraître évident, mais d'abord, nous ne sommes que très marginalement présents en dehors du continent africain, puisque notre seule présence sous la forme de réseau de distribution et/ou d'agrément réglementaire se situe en Europe et au Moyen-Orient. De plus, cette présence a été initiée depuis plus de 40 ans pour répondre aux besoins financiers des MRE et des entreprises marocaines exportatrices et importatrices. Si on exclut le Maroc et cette présence internationale historique, notre activité dans les autres pays africains a généré en 2017 près de 33% de notre produit net bancaire (l'équivalent du chiffre d'affaires pour une banque) et 30% de notre résultat net consolidé part du groupe.

Le positionnement du groupe Attijariwafa bank sur le continent africain, qui a débuté avec l'entrée en Tunisie en 2005, est celui d'une banque universelle ciblant, dans chaque pays, non seulement la clientèle traditionnelle des banques, grandes entreprises et clients particuliers aisés, mais aussi les classes moyennes émergentes et les PME/TPE. Il s'accompagne parfois de la présence directe de certaines de nos filiales marocaines, comme Wafa Assurance, Wafasalaf ou Wafacash, qui ont leurs stratégies respectives de développement à l'international.

Grâce à une stratégie de développement à l'international disciplinée et progressive, nous avons pu créer de la valeur pour nos clients, nos actionnaires et nos collaborateurs sans changer le profil de risque du groupe.

- Pourtant les agences de notation sont inquiètes de l'expansion des banques en Afrique subsaharienne puisqu'elle ouvre de nouveaux canaux de transmission des risques. Quels sont les principaux points de vigilance?

- Les agences de notation ont des méthodologies qui leur sont propres et qui se basent sur une hiérarchie dans les notations des risques. Elles considèrent que le meilleur risque dans un pays donné, c'est le risque souverain, c'est-à-dire celui de l'Etat. Or, à l'exception du Botswana, le Maroc dispose aujourd'hui du meilleur rating souverain de tout le continent africain (BBB- chez S&P et l'équivalent chez les autres agences). Donc, tout investissement que ferait une entreprise marocaine dans tout autre pays africain (à l'exception du Botswana) dégraderait, selon ces critères, le profil de risque de cette entreprise.

Dans notre cas, la stratégie est celle d'une banque universelle à forte composante de banque de détail, donc qui collecte localement des dépôts et les emploie au profit des emprunteurs du même pays, tout en offrant aux clients des instruments favorisant le commerce et les investissements nationaux et internationaux, et les transferts des migrants. Nous avons mis en place dès le début de notre développement international toutes les règles de gouvernance et les dispositifs qui nous permettent, au Maroc, depuis plusieurs décennies d'avoir et de maintenir les meilleurs indicateurs de risque. Nous veillons aussi au strict respect de toutes les réglementations, dont celles de Bank Al-Maghrib en matière de gestion des risques pays. Nous pensons que ce dispositif, couplé à la diversification de nos investissements et de nos actifs, ainsi qu'à une approche proactive, est à même de nous prémunir contre tout choc brutal ou inattendu.

- Vous êtes peu présents dans les pays anglophones plus dynamiques. Avez-vous des projets?

- La stratégie de développement à l'international, revue et mise à jour régulièrement avec nos instances de gouvernance, tient compte de plusieurs facteurs, parmi lesquels la facilité pour nos équipes de comprendre rapidement la réglementation et de collaborer avec les équipes locales pour mener à bien des projets communs. Ces projets sont précisément la source de création de valeur, puisqu'ils permettent de capturer les meilleures pratiques et les synergies entre toutes les entités de notre groupe.

C'est ainsi que 13 ans après notre entrée en Tunisie, le seul pays africain non francophone dans lequel nous nous sommes implantés est l'Egypte, mais c'est un pays avec lequel nous partageons notre langue nationale l'arabe, et qui utilise l'anglais dans certains documents de travail techniques, une langue très largement comprise et pratiquée par nos équipes marocaines. Nous n'avons donc ressenti aucune gêne liée à la langue dans la mise en œuvre de nos projets en Egypte. Nous avons même réussi très récemment à basculer avec succès les systèmes d'information de notre filiale Attijariwafa bank Egypt de ceux de Barclays vers ceux d'Attijariwafa bank en moins de 13 mois, ce qui est un exploit, de l'avis de tous les experts consultés.

La langue n'est qu'une dimension dans l'analyse de nos opportunités d'investissement et nous pouvons désormais dire que cette dimension n'est pas la plus importante. ❏

Propos recueillis par
Khadija MASMOUDI

A l'occasion de la célébration de la fête du Trône
Qui commémore le 19ème anniversaire de l'intronisation
De Sa Majesté le Roi Mohammed VI que Dieu l'assiste

Le Directeur Général et l'ensemble du personnel
de l'Agence Nationale de Promotion de l'Emploi et des Compétences

Ont l'insigne honneur de présenter
leurs vœux les plus déférents de prospérité et de bonheur à
Sa Majesté le Roi Mohammed VI
et à Son Altesse Royale le Prince Hériter **Moulay El Hassan**
et à Son Altesse Royale le Prince **Moulay Rachid**
ainsi qu'à tous les membres de la glorieuse **Famille Royale.**

anapec

Fête du trône

À L'OCCASION DU 19ème ANNIVERSAIRE DE L'ACCESSION AU TRÔNE
De SA MAJESTE LE ROI MOHAMMED VI
Le Directeur Général de l'Agence Nationale de la Conservation Foncière, du Cadastre et de la Cartographie et l'ensemble du personnel ont l'insigne honneur de présenter à
SA MAJESTE LE ROI MOHAMMED VI que Dieu l'assiste
leurs vœux déférents de bonheur, de santé et de longue vie, ainsi qu'à son
Altesse Royale le PRINCE Héritier MOULAY AL HASSAN,
Son Altesse Royale la PRINCESSE LALLA KHADIJA
et Son Altesse Royale le PRINCE MOULAY RACHID
ainsi qu'à tous les membres de la FAMILLE ROYALE.

Benjelloun-Touimi: Notre stratégie continentale porte ses fruits

■ En 10 ans, les actifs de BMCE Bank of Africa en Afrique subsaharienne ont plus que triplé

■ Les efforts seront concentrés sur les marchés rentables

- L'Economiste: Quelle analyse faites-vous de vos activités sur le continent?

- Brahim Benjelloun-Touimi: Elle est foncièrement positive, en dépit de certains signes qui pourraient indiquer des éléments d'incertitude ou des risques croissants sur le continent. En effet, la volonté des actionnaires, portée par le président Othman Benjelloun, est que l'Afrique est la frontière naturelle de développement. Cette volonté et cette conviction s'inscrivent en parfaite harmonie avec la Vision royale. Elles envisagent la création de valeur - tant économique que sociétale - au profit de l'ensemble des parties prenantes, nos actionnaires, nos clientèles diversifiées, les autorités publiques nationales et locales issues des régions dans lesquelles notre groupe est présent.

En ligne de mire prévaut la volonté de contribuer à intensifier l'engagement du secteur bancaire africain à l'égard de création d'emplois, notamment en faveur d'une jeunesse grandissante, exigeante et avide de connaissances en ce siècle de globalisation. Notre stratégie «africaine» porte ses fruits. Les actifs en Afrique subsaharienne, essentiellement matérialisés par notre réseau Bank of Africa, ont plus que triplé en 10 ans, progressant de 2,3 milliards d'euros en 2008 à 7,7 milliards à fin 2017, tandis que le nombre d'agences bancaires, au sud du Sahara, s'élève désormais à plus de 600, trois fois plus qu'en 2008, contribuant à l'accélération de l'inclusion financière.

Sur un plan plus opérationnel, la mise en place, au sein des filiales du groupe, d'un dispositif global de maîtrise des risques et de contrôle interne, à la faveur du déploiement d'un programme dénommé Convergence, vise la sécurisation et la pérennisation des performances financières de nos banques et, en consolidé, du groupe. Enfin, last but not least, le groupe BMCE Bank of Africa est très actif en matière d'actions sociétales, et ce, à travers la Fondation BMCE Bank pour l'éducation et l'environnement, dont l'action est menée par sa présidente, Dr. Leila Meziane Benjelloun. Après le Sénégal, le Congo-Brazzaville et le Mali, d'autres complexes scolaires sont en cours de construction, le prochain sera prêt à la rentrée de septembre au Rwanda.

Brahim Benjelloun-Touimi, administrateur-directeur général exécutif du groupe BMCE Bank of Africa (Ph. Bziouat)

- Où en est le projet de rationalisation de la présence du groupe dans la région. Votre approche sur le continent va-t-elle évoluer?

- L'approche du groupe, selon la volonté du président et de son conseil, n'a pas vocation à changer de nature mais, probablement, de degré. BMCE Bank of Africa garde, d'abord, soigneusement en tête les intérêts ultimes de son pays d'origine, le Maroc, et inscrit son action en appui des initiatives structurantes déployées par les autres opérateurs, publics et privés, de notre pays. Cette dynamique sur le continent, voyez-vous, procède d'une volonté partagée commune de participer au développement des économies locales, inscrivant nos actions dans une logique de co-développement économique et social voulu par les plus hautes autorités du Royaume. Cette approche a, jusqu'alors, répondu à quelques objectifs majeurs. Je citerai, d'abord, le renforcement de la présence du groupe dans des pays stratégiques et, parmi ceux-là, ceux ayant été visités dans le cadre des tournées royales. Il s'agit également de considérer des marchés subsahariens à fort potentiel, selon une analyse multicritère, qui représentent autant de relais de croissance et de développement de nos activités. Par ailleurs, le contexte réglementaire local et régional nous incite à devoir optimiser cette présence, et c'est justement le sens de l'expression avancée précédemment d'une modification de degré davantage que de nature. La croissance de l'activité sur les marchés subsahariens, combinée au renforcement des règlementations prudentielles édictées par les banques centrales africaines - dont Bank Al-Maghrib -, requiert des arbitrages en matière d'allocation des fonds propres réglementaires additionnels du groupe. Le déploiement ultérieur d'actions de développement prendra logiquement en compte ces considérations. C'est le contexte de cette «nouvelle donne» réglementaire au Maroc, et au-delà, à travers le continent et le monde, qui le veut. Aussi est-il prévu d'examiner, au sein des instances appropriées du groupe, les marchés rentables en vue d'y concentrer plus d'efforts, et d'autre part, de revisiter les modalités de la présence du groupe sur d'autres marchés qui ne s'avèrent pas aussi propices pour une croissance rentable, et ce via, inter alia, un développement plus hardi de canaux alternatifs, comme la banque mobile. Des succès indéniables sont observés dans des zones géographiques d'Afrique, notamment en Afrique de l'Est et australe.

- Certaines agences de notation sont inquiètes du risque lié à l'expansion en Afrique subsaharienne. Quels sont les points de vigilance?

- Ces points de vigilance sont de plus en plus nombreux, c'est indéniable. Je voudrais en évoquer quelques-uns. Au préalable, il convient de souligner que l'expansion de notre groupe en Afrique subsaharienne s'est faite sur une base multirégionale. C'est ainsi que furent diversifiés les risques afférents à chacune des zones d'implantation, réduisant notre exposition aux chocs endogènes, du fait donc de la non-synchronisation des cycles économiques entre pays et régions. Dans le même temps, cette expansion s'est accompagnée d'un renforcement progressif d'un dispositif de contrôle et de pilotage des risques - risque de contrepartie, risque de taux, risque de change, risque de marché, risque opérationnel, voire risque réputationnel -. Notre vigilance doit de plus en plus se porter sur la surveillance des risques opérationnels dont les fraudes ainsi que les risques de non-conformité, et ce, à la faveur de l'accroissement, pas sur le continent seulement, mais aussi de par le monde, de la criminalité financière, de la cyber-criminalité.

Par ailleurs, ces considérations de compliance sont de plus en plus prégnantes dans les dispositifs de vigilance à la faveur de la mise en place de réglementations internationales exigeantes telles que Fatca ou Anti money laundering. Sont ainsi suivies avec vigilance ces évolutions réglementaires et prudentielles.

D'autres sujets de vigilance - et ils sont intimement liés aux précédents - concernent la qualité des ressources humaines tant en termes de compétences qu'en termes de valeurs. A cet effet, les valeurs de probité et d'honorabilité seront plus décisives que les qualités d'une technicité qui ont vocation à l'obsolescence. Aussi les compétences nécessaires au développement de notre groupe sont-elles activement recherchées. Dans cette optique, nous faisons appel aux synergies intra-groupe et, notamment, à l'appui qu'apporte nativement et solennellement le «vaisseau amiral» de ce groupe que représente BMCE Bank of Africa SA.❑

Propos recueillis par
Khadija MASMOUDI

À L'OCCASION DU 19E ANNIVERSAIRE

de l'intronisation de sa Majesté le Roi Mohammed VI,
que Dieu le Glorifie.
Le Président Directeur Général et l'ensemble
des collaborateurs du groupe TGCC
présentent leurs vœux les plus déférents
à Sa Majesté Le Roi Mohammed VI,
à Son Altesse Royale Le Prince Héritier Moulay El Hassan,
à Son Altesse Royale Le Prince Moulay Rachid
et à tous les membres de la Famille Royale.

TGCC
CONSTRUISONS ENSEMBLE

4, rue Al imam Mouslim - Oasis
20 000 - Casablanca

www.tgcc.ma | 05 22 23 88 93 / 94 / 95

La stratégie gagnante de la BCP dans l'UEMOA

Grâce à ses filiales, Banque Atlantique et Atlantique Assurance pilotées depuis le hub ivoirien, le groupe BCP a accéléré sa visibilité en Afrique de l'Ouest. Il y déploie avec succès, une stratégie qui cible tous les segments du marché, de l'auto-entrepreneur, la TPE, en passant par la PME et la grande entreprise jusqu'aux Etats. Kamal Mokdad, directeur général en charge de la Banque de l'International, explique les ressorts de cette réussite.

Kamal Mokdad, DG en charge de la Banque de l'International à la BCP: «A fin 2017, les engagements du groupe BCP et ses filiales s'élèvent à 3.000 milliards de FCFA de crédits» (Ph. L'Economiste)

- L'Economiste: Quelle analyse faites-vous des activités africaines du groupe?

- Kamal Mokdad: Six ans après avoir acquis ABI (Atlantic Business International), qui porte notamment nos filiales bancaires et d'assurance sous la marque «Banque Atlantique» et «Atlantique Assurance» en Afrique de l'Ouest, nous sommes particulièrement fiers de nos réalisations. Nous avons en effet bâti un modèle bancaire unique dans la région avec une plateforme de pilotage et de développement basée à Abidjan. Elle joue le rôle d'un «organe central» vis-à-vis de nos filiales opérationnelles. Nous avons harmonisé l'identité visuelle de nos filiales avec celle de la BCP, afin de mieux accompagner la transformation en profondeur que connaissent nos filiales et garantir une visibilité cohérente et une communication homogène.

Le groupe BCP participe activement, via ses établissements Banque Atlantique, au financement des économies de la zone UEMOA. Notre groupe est en effet un partenaire de premier plan des États, des grandes entreprises, des PME et des auto entrepreneurs. Et c'est pour renforcer nos interventions en matière de soutien aux économies que nous avons créé une filiale dédiée à la microfinance, Amifa (Atlantic Microfinance for Africa) en l'occurrence, déjà opérationnelle en Côte d'Ivoire, au Mali et en Guinée. En plus de contribuer à l'inclusion financière des populations jusque-là exclues du système bancaire traditionnel, celle-ci jouera un rôle significatif dans l'éradication de la précarité à travers le financement des activités génératrices de revenus, ainsi que des microentreprises et des TPE.

A fin 2017, le groupe BCP et ses filiales totalisent des engagements de plus de 3.000 milliards de FCFA de crédits aux États, aux entreprises et aux particuliers. Comparativement à 2016, c'est plus de 25% de hausse. Parmi les principaux bénéficiaires de ces crédits, nous retrouvons les États sous forme d'obligations du Trésor et des crédits directs.

- Vous êtes peu présent sur les marchés anglophones qui affichent plus de dynamisme. Y avez-vous des projets?

- Il n'est pas toujours vrai que les marchés anglophones sont plus dynamiques que ceux de l'Afrique francophone. Par exemple, la zone Uemoa connaît une croissance supérieure à 6,5% depuis 2010, et de plus de 7% en 2017, soit plus que deux fois la moyenne des pays de l'Afrique subsaharienne sur la même période. Dans la région, la Côte d'Ivoire est l'un des pays ayant la plus forte croissance économique au monde avec des taux de croissance entre 8,5% et 9,5% par an. De plus, cette zone bénéficie d'une forte stabilité monétaire et macro-économique et d'une moindre dépendance aux cours du pétrole.

Ceci dit, nos ambitions restent inchangées en Afrique et portent sur des pays à la fois francophones et anglophones. Je rappelle que nous avons récemment annoncé l'acquisition de la Banque des Mascareignes à Maurice, pays par essence anglophone avec un rayonnement continental pour la clientèle Corporate. A partir de Maurice, nous pourrons mieux servir notre clientèle entreprise qui a une présence globale à travers le continent, ainsi que celle qui interagit avec les économies asiatiques, en particulier l'Inde et la Chine.

- Les agences de notation sont inquiètes de l'exposition croissante aux risques en Afrique subsaharienne…

- La prise de risques est inhérente à l'activité bancaire… le tout est de savoir les maîtriser et les garder dans des proportions acceptables. L'expansion internationale est suivie de près par les instances de gouvernance des différentes banques ainsi que par le régulateur.

Au niveau de la BCP, nous avons mis en place des pratiques conservatrices en matière d'identification et de provisionnement des risques et avons comptabilisé, depuis plusieurs années maintenant, une provision risque pays.

Par ailleurs, les évolutions réglementaires récentes dans les zones Uemoa et Cemac, à travers la mise en place d'un nouveau plan comptable bancaire et de la réforme Bâle 2/3, ainsi que l'entrée en vigueur de la norme IFRS 9, se traduisent par un renforcement encore plus important des fonds propres des établissements de crédit, tant dans les comptes sociaux que consolidés. Si on ajoute à cela les mécanismes de captation précoce des indicateurs de risque à travers les Watch List et les limites d'exposition instaurées, l'on peut raisonnablement affirmer que toutes les dispositions appropriées sont prises pour avoir un développement prudent de nos activités en Afrique subsaharienne, tout en captant les opportunités de développement que ces zones pourraient représenter.❏

Propos recueillis par
Khadija MASMOUDI

À L'OCCASION DU 19ÈME ANNIVERSAIRE
DE L'ACCESSION AU TRÔNE
DE SA MAJESTÉ LE ROI MOHAMMED VI
QUE DIEU LE GLORIFIE,
LE GROUPE AKSAL
A L'INSIGNE HONNEUR
DE PRÉSENTER SES MEILLEURS VOEUX
À SA MAJESTÉ LE ROI MOHAMMED VI,
À TOUS LES MEMBRES
DE LA FAMILLE ROYALE ET À L'ENSEMBLE
DU PEUPLE MAROCAIN.

AKSAL

Comment redémarrer

■ L'inclusion sociale par l'emploi

■ Priorité au secteur industriel et aux activités de service

Le Pr. Tarik El Malki, docteur en économie, professeur à l'ISCAE, consultant-expert au Centre marocain de conjoncture (CMC) et également membre du jury des Prix de L'Economiste de la recherche en économie, revient sur les fissures du modèle de croissance marocain.

- L'Economiste: En quoi le modèle de développement actuel a-t-il atteint ses limites?

- Tarik El Malki: Le modèle de croissance marocain a atteint ses limites dans la mesure où il n'a pas permis la transformation en profondeur de l'économie marocaine. Celle-ci continue de souffrir de la persistance des inégalités sociales et territoriales, de la faiblesse de la capacité de création d'emploi et de l'aggravation du chômage. A cela s'ajoutent, la déficience du système de gouvernance, l'absence de diversification productive outre la faiblesse du secteur exportateur et de la compétitivité. La faible convergence vers les pays émergents, la baisse du rendement des investissements et la détérioration des équilibres financiers et macroéconomiques sont autant de facteurs qui ont contribué à ce déclin.

- L'ascenseur social est-il toujours opérationnel? Sinon, pourquoi?

- Sur le plan social, la situation est préoccupante puisqu'il y a une défiance de plusieurs catégories de la population vis-à-vis des principales institutions du pays,

Pr Tarik El Malki: «La première urgence est de s'occuper de notre jeunesse et de lui redonner confiance» *(Ph: L'Economiste)*

surtout de la part de la jeunesse. Nous pouvons considérer à juste titre que l'ascenseur social, qui permettait jadis une mobilité sociale grâce au mérite et à l'école, est en panne. Cette situation est d'autant plus dangereuse qu'elle menace à terme la cohésion de la société avec tous les risques que cela implique. Aussi, la première urgence est de s'occuper de notre jeunesse et de lui redonner confiance en elle-même et espoir en l'avenir.

- Que reprochez-vous à l'Etat?

- L'Etat n'a pas joué son rôle de manière efficace dans sa triple mission. Dans son rôle de régulateur, le climat d'investissement reste médiocre malgré les avancées sur certains points. Puis en tant que stratège, nous constatons une insuffisance en termes de vision stratégique à long terme et de planification. Et enfin, dans son rôle de protecteur, nous déplorons également la faiblesse des filets sociaux et des mécanismes de protection sociale pour les populations les plus vulnérables et les plus démunies, malgré quelques initiatives ici et là. La culture d'affaire, entrepreneuriale, reste faible, en l'absence d'un tissu industriel véritablement moderne et structuré. De nombreuses situations d'abus de position dominante persistent qui favorisent la culture de la rente et du clientélisme. Le secteur éducatif reste sclérosé, prisonnier des idéologies, peu innovant et peu enclin à favoriser le développement d'une culture entrepreneuriale basée sur l'innovation et la créativité. Le poids et l'importance du secteur informel qui déstabilise le tissu industriel classique.

- Craignez-vous les risques exogènes?

- Les changements de la division internationale du travail se sont accélérés ces

l'ascenseur social

dernières années. Ce qui se manifeste en grande partie par le développement vers l'Est des nouveaux gisements de croissance mondiale, avec notamment l'émergence de la Chine comme première économie mondiale en termes de PIB devant les Etats-Unis. Le risque pour le Maroc est de se retrouver «pris en tenaille» entre d'un côté les pays à faible revenu en croissance rapide (Cambodge, Inde, Viet Nam, Indonésie, certains pays africains), bénéficiant d'une main d'œuvre abondante et bon marché, et de l'autre les pays à moyens revenus plus larges (Brésil, Turquie, Russie…), capables d'innover suffisamment rapidement pour se déplacer vers le haut de la frontière technologique mondiale. Pour ne rien arranger, les investissements massifs de la Chine dans certains pays d'Afrique subsaharienne au cours des dernières années, ont contribué à accélérer la participation de certains pays de cette région à la nouvelle division internationale du travail, particulièrement dans les industries manufacturières légères à faible intensité de qualification. Ceci risque de nous pénaliser en termes de perte de marchés potentiels.

- Faut-il accélérer la diversification de nos partenaires?

- Le Maroc reste lié, à travers la structure de ses relations commerciales et financières, à l'Europe. Une région qui se trouve confrontée à une crise économique sans précédent et à de nombreux dysfonctionnements qui sont source de rigidité structurelle et qui entravent sa croissance économique. Dans ce contexte, la crise en vigueur en Europe depuis 2008 a rapidement impacté le Maroc via plusieurs canaux que sont la demande extérieure adressée au Maroc, les recettes touristiques et les recettes des Marocains résidant à l'étranger.❏

Propos recueillis par
Fatim-Zahra TOHRY

Des ajustements inévitables

■ **Les secteurs de production:** Promouvoir l'activité privée dans les secteurs de production qui permettront au pays d'accélérer sa modernisation économique et d'entrer en concurrence sur les marchés internationaux des biens et services à forte intensité technologique et en main d'œuvre qualifiée. Cela se fera à travers le raffermissement de la politique de l'offre à travers la mise en cohérence, la consolidation et l'accélération de la mise en œuvre des stratégies sectorielles. En outre, il convient dans le cadre du Plan d'accélération industrielle (PAI) de développer de nouveaux secteurs d'activité à fort potentiel pour notre économie. Il s'agit, à titre d'exemple, de l'économie numérique et des énergies renouvelables qui peuvent contribuer jusqu'à 5% du PIB et créer des dizaines de milliers d'emplois qualifiés.

■ **Interventionnisme intelligent:** Repenser le rôle que doit jouer l'Etat pour faciliter cette transition. Et ce, notamment en matière d'incitations aux agents privés à investir, sous forme de services publics qui permettraient d'accroître la productivité des facteurs de production privés dans les secteurs d'activités stratégiques, et en termes d'appui à une stratégie d'intégration régionale. A ce titre, le rôle de l'Etat doit évoluer vers un «interventionnisme intelligent». Dans une économie mondialisée en mutation rapide, le rôle de l'Etat doit être de favoriser l'extension des marchés et de soutenir la capacité de l'économie mondiale à affronter la concurrence. Aussi, l'Etat doit agir dans au moins quatre directions: améliorer l'efficacité de l'administration publique, mieux cibler les dépenses publiques d'investissement, favoriser le financement de l'économie et se doter d'une véritable politique de l'innovation.

En parallèle de ces actions, un certain nombre de réformes de structure qui restent en souffrance doivent être menées de manière conjointe, à savoir: la réforme de l'éducation, du système judiciaire, de certains éléments de l'environnement des affaires (politique de la concurrence notamment) et du marché du travail notamment.❏

acaps
هيئة مراقبة التأمينات و الاحتياط الاجتماعي
ⵓⵔⵜⴰⵏ ⵏ ⵜⵣⵎⵎⵓⵏ ⴷ ⵜⵓⵏⵏⵓⵏ ⴷ ⵜⵙⵏⵎⵓⵏ ⴰⵏⴰⵎⵓⵔ
Autorité de Contrôle des Assurances et de la Prévoyance Sociale

A L'OCCASION DU 19ÈME ANNIVERSAIRE DE L'ACCESSION AU TRÔNE DE SA MAJESTÉ LE ROI MOHAMMED VI

Le Président et l'ensemble du personnel de l'Autorité de Contrôle des Assurances et de la Prévoyance Sociale

Ont l'insigne honneur de présenter à

SA MAJESTÉ LE ROI MOHAMMED VI
QUE DIEU LE GLORIFIE

Leurs meilleurs vœux déférents de bonheur, de santé et de longue vie, ainsi qu'à

SON ALTESSE ROYALE LE PRINCE HÉRITIER MOULAY EL HASSAN,
SON ALTESSE ROYALE LE PRINCE MOULAY RACHID
ET TOUS LES MEMBRES DE LA FAMILLE ROYALE.

Modèle de croissance

A la recherche d'un nouveau logiciel

La majorité d'économistes d'institutions nationales comme internationales (OCDE, Banque mondiale, CMC…) sont unanimes pour considérer que le modèle de croissance marocain s'essouffle. Le modèle basé sur la demande intérieure devient dépassé. Toutes les propositions vont dans le sens de la nécessité de changer le cap en s'orientant vers l'export et l'industrie. Aussi, il est recommandé de s'attaquer aux grandes lacunes et de mettre en place des politiques économiques innovantes. Décryptage avec Emmanuel Pinto Moreira, économiste principal auprès de la Banque mondiale.

- L'Economiste: En quoi le niveau du chômage structurel des jeunes vous semble-t-il la principale fragilité du «modèle» économique du Maroc?

- Emmanuel Pinto Moreira: La dynamique des progrès réalisés au cours des deux décennies passées s'essouffle et le modèle de développement basé essentiellement sur l'investissement public a montré ses limites. Le pays est demeuré bloqué dans le piège des pays à revenu intermédiaire tranche basse. Malgré l'émergence des nouveaux métiers du Maroc, le modèle n'a pas su générer suffisamment d'emplois notamment pour les jeunes diplômés, le chômage et le faible taux de participation au marché du travail étant devenus des phénomènes structurels. Après des années de baisse, le taux de chômage a stagné à environ 9% et a récemment augmenté à 10,2% en 2017. Plus de la moitié de la population en âge de travailler (15 ans et plus) est inactive et cette tendance s'est aggravée cette dernière décennie. Plus de la moitié des travailleurs ne perçoit pas un salaire (employés non-salariés) et travaille donc soit gratuitement (22% comme apprentis ou employés de maison non rémunérés) ou en tant qu'employés à propre compte (32%). Singulièrement, le taux de participation des femmes et des jeunes au marché du travail est parmi les plus bas du monde.

- Où voyez-vous d'autres contraintes?

- Le modèle de développement actuel n'a pas pu corriger les inégalités et les contraintes structurelles auxquelles le pays fait face. Il s'agit, en l'occurrence, des inégalités sociales et territoriales, les insuffisances en matière de gouvernance globale notamment les incohérences dans la conception et la mise en œuvre des réformes et des politiques publiques. A cela s'ajoutent, la faiblesse du capital humain et des rigidités structurelles entravant l'amélioration de la productivité et de la compétitivité de l'économie. A travers son Plan national de l'emploi (2018), le gouvernement s'attelle aujourd'hui à apporter des réponses à la problématique de l'emploi au Maroc, avec l'ambition de créer 1,2 million d'emplois par le secteur privé formel à l'horizon 2021. Le soutien aux TPME et l'accompagnement des jeunes (et des jeunes femmes en particulier) pour leur insertion professionnelle représenteraient un autre vecteur important pour une politique active de l'emploi.

- Quels sont les éventuels ajustements à apporter aux choix de la politique économique?

- Comme nous l'avons dit plus haut, le modèle actuel du Maroc a montré ses limites dans la perspective de transformer le pays économiquement. Dans une telle perspective, plusieurs ajustements sont nécessaires. D'abord, le cœur de la nouvelle stratégie de croissance et de développement du Maroc doit reposer sur l'accélération de la transition vers l'efficience technologique mondiale. Et ce, afin que le pays puisse se positionner favorablement dans les chaînes globales de valeur et être préparé à la concurrence internationale sur les marchés de biens et services qui requièrent une main d'œuvre très qualifiée et des intrants technologiques.

Il convient d'éliminer le «biais contre l'exportation» des biens et services en poursuivant la politique de flexibilité du taux de change afin d'améliorer la compétitivité (à moyen et long termes), d'absorber les chocs monétaires (court terme) et d'éviter que la volatilité des capitaux n'affecte les liquidités intérieures et déstabilise le système financier (à court et moyen termes). Aussi,

Emmanuel Pinto Moreira, économiste principal auprès de la Banque mondiale: «Le modèle de développement actuel n'a pas pu corriger les inégalités et les contraintes structurelles auxquelles le pays fait face…» *(Ph. Banque mondiale)*

une telle politique appellerait à une réduction des incitations accordées aux secteurs nationaux afin de favoriser la concurrence, un traitement de la question des préférences commerciales qui conduisent les producteurs locaux à rester tournés uniquement vers le marché intérieur et l'amélioration du régime de l'investissement étranger. Enfin, la politique adoptée par le Maroc vis-à-vis de ses voisins d'Afrique sub-saharienne est un autre axe de cette politique de transformation. En continuant à diversifier ses échanges et ses investissements sud-sud par l'expansion des activités économiques en Afrique dans des secteurs à haute valeur ajoutée, le Maroc gagnerait sensiblement en compétitivité.

- Les nouvelles technologies peuvent-elles booster la croissance?

- Le nouveau modèle de croissance et de développement du Maroc devrait également mettre l'accent sur l'utilisation des nouvelles technologies pour développer le secteur des services. Ce secteur devrait être une source de croissance et de création d'emplois. Les emplois dans les secteurs de haute technologie aussi bien dans les pays en développement qu'en voie de développement ont montré une plus grande résilience aux retournements conjoncturels et aux crises économiques que les emplois créés dans tout autre secteur. Une étude récente de McKinsey, 2016 «Digital globalisation: The New Era of Global Flows» montre que la croissance de l'emploi dans les secteurs de la haute technologie a dépassé celle dans les autres secteurs d'un ratio de 27 à 1 entre 2001 et 2011. En outre, la demande pour le secteur digital pourrait créer au Maroc des emplois dans d'autres secteurs de biens et services locaux. L'effet multiplicateur est quatre fois plus élevé dans le secteur technologique que dans le secteur manufacturier. A cet égard, l'étude de McKinsey montre que pour un emploi créé dans le secteur de haute technologie, approximativement 4,3 emplois sont créés dans tous les groupes de revenu et professions, y compris les enseignants, les juristes, docteurs, parmi d'autres professions. ❏

Propos recueillis par
Fatim-Zahra TOHRY

La pauvreté a reculé, pas le sentiment de pauvreté

■ **Pays à revenu intermédiaire tranche haute:** Le principal défi est celui de se hisser au rang des pays à revenu intermédiaire tranche haute qui réalise une croissance soutenue, forte et inclusive et assure à tous les Marocains, notamment les jeunes, des opportunités économiques. S'il est vrai que le taux de pauvreté a considérablement baissé, le sentiment de pauvreté demeure très élevé. A l'échelle nationale, le taux de pauvreté subjective (le pourcentage des ménages qui se considèrent eux-mêmes comme pauvres) a augmenté de 41,8% en 2007 à 45,1% en 2014. La perception de la pauvreté est plus forte chez les plus pauvres, mais elle est grandissante parmi les plus aisés, en particulier dans les zones rurales.

■ **Lutter contre les inégalités:** Un autre défi corrélé à cela a trait aux inégalités croissantes. Les inégalités se sont creusées dans certaines régions. Près d'un quart des ménages ruraux n'ont pas d'accès direct à une route et vivent au moins à 10 kilomètres des services de santé de base. L'insuffisance des infrastructures et services de transport est toujours une marque des régions les moins avancées ainsi que des quartiers périphériques pauvres des agglomérations urbaines au Maroc. Une moyenne de 63% des naissances dans les zones rurales bénéficient de la présence d'un personnel qualifié, contre 92% dans les zones urbaines. Les groupes défavorisés, notamment les filles et les populations qui habitent dans les régions rurales et reculées sont encore confrontés à d'importantes inégalités en matière d'accès à l'éducation. Un défi qui est étroitement lié au sentiment de pauvreté est l'existence d'un écart d'aspirations. La structure actuelle des dépenses de consommation des ménages marocains est comparable à celle de l'Europe dans les années 1950 et 1960 (HCP 2014, 2016). En particulier, la part des dépenses alimentaires dans le budget reste élevée (environ 40 %), ce qui traduit le faible pouvoir d'achat des familles et la prédominance des dépenses essentielles dans leur budget.

■ **La taille de la classe moyenne:** Elle est petite par rapport à celle d'autres économies de marché de même niveau de développement qui ont connu un décollage économique. Si l'on suppose qu'un ménage de la classe moyenne a un revenu minimum de 10 dollars par personne par jour (PPP 2011), ou 1.200 dollars par mois pour une famille de quatre (Pew Research Center, 2015), seulement 25% de la population marocaine constitue la classe moyenne. Ceci est très faible comparé à la taille de la classe moyenne dans les pays émergents (environ 50% au Brésil et en Turquie) et dans les pays ayant connu un décollage économique. La classe moyenne représentait déjà 53% de la population de la Corée du Sud dans les années 80. ❏

التجاري وفا بنك
Attijariwafa bank

Croire en vous

PAYEZ VOS FACTURES EN LIGNE AVEC ATTIJARI MOBILE !

Aujourd'hui, vous pouvez régler vos factures, en toute simplicité, sans vous déplacer.

Grâce à l'application **Attijari Mobile**, vous pouvez régler vos factures de téléphone (fixe, mobile, internet), d'eau et d'électricité et également payer votre vignette automobile, votre taxe d'habitation et plusieurs autres factures.

Avec **Attijari Mobile**, c'est tellement plus simple de payer ses factures en ligne. Essayez, vous verrez...

Get it on Google play
Available on the App Store

05 22 58 88 88
Tarif d'une communication locale

attijariwafabank.com

Attijariwafa bank société anonyme au capital de 2 035 272 260 DH - Siège social : 2, boulevard Moulay Youssef, Casablanca. Agréée en qualité d'établissement de crédit par arrêté du ministre des finances et de la privatisation n° 2269-03 du 22 décembre 2003 tel que modifié et complété - RC 333

GRAND RÉSEAU
À PETITS PRIX
Maroc Telecom
*7
PASS ROAMING

=
INTERNET + APPELS + SMS
www.iam.ma